

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

23/03/2015

La mise en oeuvre des principes constitutionnels relatifs à la non-discrimination requiert "le renforcement de l'arsenal juridique et un travail de fond" (Pdt du CNDH)

La mise en oeuvre des principes constitutionnels, notamment celui relatif à la non-discrimination, requiert "le renforcement de l'arsenal juridique", mais aussi "un travail de fond" qui doit impliquer tous les canaux de socialisation et de transmission culturelle, en particulier l'école et les médias, a assuré le président du Conseil national des droits de l'Homme, M. Driss El Yazami.

"Une des portes d'entrée principales pour concevoir une politique intégrée en la matière est le Plan d'action de Rabat contre l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse", a indiqué le président du CNDH, dans une interview accordée à la MAP à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, célébrée samedi.

"La société civile a un rôle primordial à jouer, comme en témoignent les efforts déployés, par exemple, par les ONG spécialisées dans le domaine des droits des migrants ", a ajouté M. El Yazami.

Au sens de la convention internationale sur l'élimination de toutes formes de la discrimination raciale, l'expression "discrimination raciale" vise "toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique".

Partant de cette définition, le CNDH, a poursuivi M. El Yazami, joue, dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues, un rôle de protection contre ces types de discrimination, ainsi qu'un rôle de promotion et de diffusion de la culture des droits de l'Homme en la matière.

"Si le CNDH n'a jamais été saisi d'une plainte portant directement sur la discrimination raciale, il est néanmoins intervenu pour attirer l'attention aux certaines manifestations de la xénophobie notamment dans la presse écrite", a-t-il relevé, ajoutant que "le Conseil s'est penché ces deux dernières années sur un chantier plus structurel qui est le renforcement du dispositif juridique national en matière de lutte contre les discriminations".

C'est dans ce cadre, a affirmé M. El Yazami, qu'il a proposé la révision des dispositions pénales relatives à la discrimination, l'introduction des tests de discrimination dans le code de procédure pénale, ainsi que le renforcement des attributions du CNDH pour qu'il exerce des compétences dévolues au mécanisme de

<http://www.ccme.org.ma/fr/medias-et-migration/41862>

réception des plaintes des personnes victimes de discrimination (conformément à l'article 14, alinéa 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale), sous réserve des attributions dévolues à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination (APALD) qui aura un mandat spécifique qui porte sur les discriminations de genre, conformément aux articles 19 et 164 de la Constitution.

Le préambule de la constitution du Royaume, qui fait partie intégrante de la Constitution, annonce deux engagements principaux en matière des droits de l'Homme, a indiqué M. El Yazami. Il s'agit de l'engagement d'accorder aux conventions internationales dûment ratifiées par le Maroc, dans le cadre des dispositions de la Constitution et des lois du Royaume, la primauté sur le droit interne du pays, et harmoniser en conséquence les dispositions pertinentes de la législation nationale.

Le même préambule engage le Maroc à bannir et combattre toute discrimination à l'encontre de quiconque, en raison du sexe, de la couleur, des croyances, de la culture, de l'origine sociale ou régionale, de la langue, de l'handicap ou de quelque circonstance personnelle que ce soit.

S'agissant du rôle dévolu à l'APALD, M. El Yazami a fait savoir que le premier mémorandum publié par le Conseil portait sur cette instance, ajoutant que ce mémorandum est le résultat d'une étude comparative de plusieurs organes de lutte contre les discriminations.

"Une des conclusions phares de ce travail était la proposition d'attribuer un mandat spécifique à l'APALD et qui porte sur les discriminations basées sur le genre", a-t-il noté, soulignant que cette proposition est compatible avec les dispositions des articles 19 et 164, complète le mandat général de protection et de promotion des droits de l'Homme attribué par l'article 161 de la Constitution au CNDH et permet également d'assurer une meilleure complémentarité et cohérence du système national de protection des droits de l'Homme.

Concernant la protection des droits des étrangers et migrants, M. El Yazami a fait savoir que plusieurs études sociologiques comparées ont démontré que les processus d'intégration des migrants sont toujours complexes et porteurs de risque de montée des discours et des attitudes xénophobes.

"Notre pays jouit d'un avantage culturel comparatif vu la diversité de sa composition, reconnue d'ailleurs par la Constitution", a-t-il dit.

Pour M. El Yazami, il est très important de souligner qu'aucune force politique marocaine n'a adopté des programmes politiques xénophobes ou hostiles à l'égard des migrants et des étrangers en général.

"Ces deux avantages doivent être consolidés essentiellement à deux niveaux, le renforcement du système national de protection contre toutes les formes de discrimination, ainsi que la promotion de la culture des droits de l'Homme, et le renforcement des messages de la diversité et de la tolérance qui doivent être véhiculés notamment par l'école et les médias", a-t-il conclu.

Morocco: Abortion Regulating Text in the Pipeline

After lengthy debates on the controversial issue of abortion or voluntary interruption of pregnancy, it became clear that it was necessary to amend the current Penal Code which allows abortion only in case pregnancy endangers the life of the mother.

Discussions on illegal abortion and the need to update the legal provisions were initiated in 2010 but soon fell into limbo because of the irreconcilable standpoints of pro- and anti-abortion defenders.

To put the national debate on abortion on track again, the Ministry of health organized this March 11 the second national conference on illegal abortion, the first having been held in 2010.

The gathering was attended by several NGOs, representatives of institutions and political parties, as well as Ulema (theologians.) Debates progressed somehow but the gap between the different views was still wide. Moroccan minister of Health Houcine El Ouardi told the Huffington Post Morocco that he has been surprised by some reactions and by the gap between standpoints. He said he was aware that there will never be a consensus on the abortion issue, even after the amendment of the Penal Code that he had expected to take place before the end of the current year.

Some 5.5% of maternal mortality rates are due to abortion, according to official figures established in 2010. It is in this context that the king of Morocco deemed it necessary to intervene as he did during the endless debate on women's rights in the early years of 2000 when his intervention enabled to reform the Moudawana and adopt a new Family Code that was enacted in 2004.

King Mohammed VI has thus received earlier this week the Ministers of Justice and of Islamic Affairs and the President of the National Human Rights Council, and urged them to speed up action and to submit legislative proposals on abortion within a one month deadline.

A statement issued by the Royal Cabinet said during the audience that was attended by Royal Adviser Fouad Ali El Himma, the King insisted that the concerned ministers and the president of the National Human Rights Council "coordinate (actions) and cooperate with the Higher Ulema Council, engage consultations about the different views and approaches and submit proposals...within a maximum deadline of one month."

By taking the lead on an issue that divides the public opinion, the king again takes the initiative on women's rights.

As stated in the Royal Cabinet communiqué, the meetings with the two ministers and the CNDH President "are part of the King's continuous interaction with the concerns of citizens and of various national stakeholders about topical societal issues, including the problematic of illegal abortion and this in compliance with the precepts of the Islamic religion, recognition of the virtues of Ijtihad and support for the evolution of the Moroccan society and its aspirations, while respecting its unity, its cohesion and its specificities."

Dr Chafik Chraïbi, a fervent defender of the legalization of abortion, explains that the high cost of such a procedure, between \$ 180 and \$1200, compels many women to resort to risky traditional methods that often end up in death or, in best cases, in severe complications.

Legalizing abortion will therefore make the procedure more accessible in public hospitals, he argues.

<http://northafricapost.com/7246-morocco-abortion-regulating-text-in-the-pipeline.html>



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
OZEC IL-CIO I KOUX.I I IX.I
Conseil national des droits de l'Homme

الملف السياسي

العدد: 2637 الأثنين 2015/03/23

المساءلة

19-18

ملحق يصدر كل اثنين

صمت مريب للأحزاب السياسية إزاء مقترح كان يفترض أن يثير جدلا واسعا

2637/18-19

هل يخرج مقترح
«السماح لحاملي السلاح
بالتصويت الجيش»
من الثكنات يوم
الانتخابات؟



محمد أحداح

إن المجلس الوطني لحقوق الإنسان الجع، حينما أقر أن يسمح لحاملي السلاح بالتصويت في الانتخابات، وهو الاقتراح الذي تلقته الأحزاب السياسية من التردد والتوجس أيضاً. فقبل كل شيء يجب أن نقرأ طرح الاقتراح في سياقها السياسي والزمني المرتبط بقرع الانتخابات الجماعية وبالضراع الحاد الدائر بين كل مكونات الجدل السياسي المغربي حول الأجندة الانتخابية، وهي سياقات حتى وإن بدت غير ذات علاقة مع توقيت تقديم المقترح إلا أنها ضرورية لفهم المقاصد الأساسية من تقديمه في هذا التوقيت بالذات.

بمشاركة في العملية الانتخابية بمثابة الممثل السياسي المستحيل. مع ذلك ظلت أحزاب المعارضة التي كانت تتنازع مع الحسن الثاني على السلطة تطالب بالسماح لحاملي السلاح بأن يكون لهم الحق في التصويت واستمر الرفض.

الصراع العنيف الذي خاضه نظام الملك الراحل الحسن الثاني مع المؤسسة العسكرية جعله يتعاطى مع الشأن العسكري في البلاد بحذر شديد، ولم يكن مطروحا البتة أن يتخاطر الجيش بأي حال من الأحوال، في العملية السياسية مع العلم أن المعارضة مغلقة في الأحزاب السياسية كانت متمكة من تعاطفين كثر داخل المؤسسة نفسها.

قبل شهر، أشهد السجبال بشكل محموم بين فضاء الساحة السياسية المصرية حول مشاركة الجيش من عمدها في الانتخابات التشريعية والرئاسية، وكان من تدخل القضاء ورجح كفة العسكري وسمح لهم بالتصويت بطبيعة الحال. ثمة سياق يعينه تحكما في إصدار قرار من هذا الحجم، ونعني الصراع بين الجيش والإخوان المسلمين، فالإخوان المسلمون الذين كانوا يحكمون قبضتهم على الشارع وجدوا أنفسهم فجأة في مواجهة المؤسسة العسكرية، التي لعبت بالكثير من المكر ورفق مشاركة الجيش تحت مظلة المواطنة والمساواة وما استتبع ذلك من «شعارات»، فكان ما كان.

في سياق مشابه، لكن ذلك لا يمنع من أن تلعب أحزاب المعارضة التي تراهن على رفع نسبة المشاركة لمواجهة الإسلاميين الذين لا زالوا يحافظون على الشعبية في الشارع رغم تولى تدبير الشأن الحكومي منذ ما

يقارب 4 سنوات. لكن غير المفهوم نتاتا هذا الصمت المرهب للأحزاب السياسية إزاء مقترح كان يفترض أن يثير جدلا واسعا، لأنه يمثل شريحة لها دور فاعل في بنية الدولة، بل كان من الممكن طرح أسئلة جوهرية من قبيل هل من المعقول السماح لمؤسسة من المفترض أن تبقى

على مسافة من جميع الفروع السياسية، وإذا كانت هناك رغبة حقيقية في السماح لهم بالتصويت، فبأي صيغة، وما المقصود بحملة السلاح؟ وهل اقتراح القانون في هذا التوقيت حكم وصائي؟ للأسف اثر الجميع، ما عدا بعض التصريحات المتفرقة والعامية، ان يرتكن إلى الصمت

لأن المؤسسة العسكرية في نظر الأحزاب السياسية تنتمي إلى خانة «الطايب»، رغم أن ما قدمه المجلس الوطني لحقوق الإنسان لا يتجاوز صفة المقترح، بينما الأحزاب مرة ثانية أن ما يهمها في العملية الانتخابية، برمتها، ما تعلن عنه وزارة الداخلية عنبة الإعلان عن النتائج ولا يهتما إطلاقا أن

تناقش مقترحات «جريئة»، ضاربة عن مؤسسة دستورية. على العموم، يجب أن يفتح نقاش وطني حقيقي حول مامية مشاركة الجيش من عمدها في الانتخابات، باستحضار أوارهاثة المؤسسة الحورية وباستحضار المؤسسة الدستورية، وتأنيا لأنه يتعلق بالمصالح العليا الوطن

جنود أمريكا يصوتون عن بعد والبريطانيون عبر «البريد الملكي»

جناتي: تصويت الجنود حق دستوري لكنه مطلب «غير بريء»

خديجة عليموسي

أو ممارسة وصايتها على من يملك الحق في التصويت. واعتبر جناتي أن هذا المطلب قد تكون وراءه «أجندة سياسية غير بريئة»، خصوصا أنه تجاه في هذا الخوف ولا ينبغي قبوله بسذاجة، وهو ما يتطلب التريث والحراسة، لأن هذا النوع من النقاش ينبغي أن يندرج تحت قبة البرلمان لا خارجه.

وإشار جناتي إلى أن الجيش بالمغرب يخضع لسلطة الملك، لذلك فإن عددا من المراقبين يرون ضرورة أن يظل الجيش محايدا، ولا ينبغي في مشارك في التصويت، شأنه في ذلك شأن أفراد الشرطة وباقي الموظفين حاملي السلاح والفضاء، وأن أي إشراك لهذه الفئة قد يتم استغلاله للترويج للإفلال على صناديق الاقتراع، كبادرة (350 ألف جندي)، فطاعها بالانضباط والطاعة القانونية، الذي يعتبر أن منح التصويت للمغاربة الحق في التصويت سيكون له تأثير في النتائج.

والرجوع إلى التجارب المغاربية، تعتبر الولايات المتحدة الأمريكية من أعرق الدول التي اعتمدت هذا الحق لأفراد قواتها

المسلحة عبر قانون خاص يجعل عنوان حقوق الجيش شأن كندا. وتضلع أمريكا وسائل مختلفة من أجل ضمان نجاح

اعتبر جناتي أن هذا المطلب قد «أجندة سياسية غير بريئة»، خصوصا أنه جاء، في هذا الخوف، ولا ينبغي قبوله بسذاجة، وهو ما يتطلب التريث والحراسة

مشاركة الجيش، منها الإذلاء بالصوت عن طريق الإنترنت، وهو ما يمكن أي جندي من التصويت انطلاقا من أي مكان يوجد به، أو عبر التصويت في المكان المسجل به عن طريق

منح عطلة لبعض الراغبين في المشاركة في التصويت. كما أباح القانون البريطاني للجيش التسجيل في اللوائح الانتخابية والمشاركة، إذ أن قانونه يخص على ضرورة احتفاظ وزارة الدفاع بجميع المعلومات المتعلقة بالانتخابات الخاصة بالقوات المسلحة الإنجليزية، مع التخصيص على ضرورة اتخاذ كل الإجراءات لتيسير هذه العملية لجمع أفراد الجيش، ومن بين الطرق المعتمدة في بريطانيا التصويت عبر البريد وهو تقليد عريق في البلاد، إذ يتخطى البريد الملكي، بهذه العملية.

وعودة إلى تجارب الدول التي تقسامه قوانينها مع المغرب، نجد أن القانون الفرنسي يجيز لأفراد الجيش المشاركة في التصويت في الانتخابات، وفق ما جاء في المادة 13 من مونة الانتخابية، والتي تنص على أنه «يجوز للقوات المسلحة البرية والبحرية والجوية التصويت في الانتخابات في ظل نفس الشروط التي يخضع لها باقي المواطنين، سواء كانوا يعملون بالجيش بصفة دائمة أو مؤقتة».

النقاش الدائر حاليا بالمغرب سبق أن عرفته مصر إثر قرار المحكمة الدستورية العليا بجواز

تصويت أفراد السنة والشرطة في الانتخابات سنة 2013 قبل الإطاحة بالرئيس المصري، محمد مرسي، حيث عبر وقتها الحزب الحاكم (حزب العدالة الحرة) عن رفضه للقرار، في الوقت الذي رفضت المعارضة لقرار المحكمة الدستورية، الذي نص على أنه لا يجوز حرمان أي مواطن من ممارسة حقه الانتخابي في الانتخابات متى توفرت فيه شروطه، «ومن ثم يكون حرمان ضباط وأفراد القوات المسلحة ومينة الشرطة من مباشرة حقوقهم السياسية طوال مدة خدمتهم نسبت ادائهم هذه الوظائف، رغم اهليلهم لمشاركتها ينطوي على انتقاص من السيادة الشعبية وإهدار لهذا المواطنة، وسبق لحصر أن ألغت قانونا يجيز للمعسكر المشاركة في التصويت سنة 1976 والذي يعود إلى عام 1956.

وإذا كان عدد من الدول الديمقراطية في العالم تتيح حق التصويت لأفراد الجيش وكذا أفراد الشرطة، فإن هناك دولا عربية أيضا تعطي هذا الحق، ومنها العراق التي تخصص يوما خاصا بالجنود، يتم إعداد مراكز اقتراع خاصة بهم، سواء في الانتخابات البلدية أو البرلمانية.

يرى خالد شيات، أستاذ القانون بكلية الحقوق بوجدة، تعليقا على مقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان تصويت الجيش في الانتخابات، أنه لا يمكن إنكار كون التحول الذي يمكن أن يؤدي إليه اعتماد مثل هذه الإجراءات قد يكون انقلابيا، مشيرا إلى أن المغرب في مرحلة انتقالية وليست قارة بالشكل الذي يمكن معه التحكم بطريقة كبيرة في التحولات، لاسيما ما يرتبط منها بالمستوى الاجتماعي. ويعتبر شيات أن موقف حزب العدالة والتنمية من المقترح يرتكز على رؤية متوجسة من إقحام كتل جديدة في العملية الانتخابية، مما سيؤثر لا محالة على التوازنات التقليدية على المستوى الحزبي.

قال إن حزب العدالة والتنمية متوجس من إقحام كتل جديدة في العملية الانتخابية

شيات: النقاش المفتوح حول تصويت الجيش لم يكن له داع لعدم راهنيتها

استعملات سياسية مؤسمة مثل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لأن ذلك سيكون بداية نهاية الثقة التي راكمها في سنوات، سواء من قبل الأفراد والمؤسسات الداخلية أو الخارجية، لذلك كلما تجنب المجلس السقوط في فخ الدفاع عن فئة سياسية كيفما كانت كان ذلك مدعاة لاستمرار الثقة فيه.

– هل هناك إمكانية لتطبيق هذا المقترح؟

● هذا أمر يصعب الحسم فيه. نظريا هناك مؤسسات معنية بوضع القرارات القانونية اللازمة للتطبيق، لكن الأمر طبعاً يرتبط أيضاً بروية من أعلى هرم السلطة بالمغرب، لأن الملك هو القائد الأعلى للقوات المسلحة، ولا يصور أن يكون النقاش في هذا المستوى القانوني أو حتى الحقوقي، لأنه يرتبط بداية وانتهاء، بنظام خاص، وينبغي الناظر القانوني للانتخابات، تاهيك عن الأثر السياسي له، وهي مستويات لا يمكن الجزم فيها باعتبارها نقاشاً عاماً.

– شن حزب العدالة والتنمية هجوماً حاداً على هذا المقترح إلى حد التشكيك في خلفاته ووصفه بأنه مغامرة كبيرة. بم تفسر موقف حزب العدالة؟

● لا يجب أن نغفم النقاش السياسي كثيراً في موضوع يتجاوز ذلك على الأقل في الجانب الحزبي، وإن كان هذا موقف حزب العدالة والتنمية فهو يرتكز، ربما، على رؤية متوجسة من إقحام كتل جديدة في العملية الانتخابية، مما سيؤثر لا محالة على التوازنات التقليدية على المستوى الحزبي. لكن أيضاً يمكن أن يكون ذلك راجعاً لاعتبارات موضوعية تتمثل أساساً في الإطّاع الجيد على القضاء السياسي والثقافي السياسي المغربي. فلا يمكن إنكار أن التحول الذي يمكن أن يؤدي إليه اعتماد مثل هذه الإجراءات قد يكون انقلابياً، ليس بالمعنى الحرفي للكلمة، لكن بالمعنى السياسي العام.

والمغرب في مرحلة انتقالية وليست قارة بالشكل الذي يمكن معه التحكم بطريقة كبيرة في التحولات، لاسيما ما يرتبط منها بالمستوى الاجتماعي.

لكن، لا اعتقد، عموماً، أنه رأي حزب العدالة والتنمية لوحده، فقد تنقاسم هذه القناعات لدى العديد من الأحزاب الأخرى أو الهيئات، لذا اعتبر أن اختيار مواضيع النقاش العام التي يرتبط بالمقترحات التي يمكن أن تطرحها المؤسسات المشاركة في المنظومة السياسية المغربية يجب أن تنقسم على الأقل بين اثنين: الموضوعية والواقعية. أما الانغماس في مواضيع مثقلة فهو أمر لا يعني سوى أن هناك قطعة بين الرؤية المغربية والرؤية الواقعية أو العملية.



مقاربة حقوق الإنسان، لأن التيار الذي يدافع عما يعرف بحقوق هذه الحقوق لا يستتبع أحياناً أن يتعامل مع المقومات الموضوعية للحق، وهو، كما أسلفت، اعتقاد سلفي غير تطوري وغير مراعي للإشكالات المصاحبة للتطبيق المباشر أو الدفاع عن التطبيق الآني للحقوق.

وطبعاً يمكن أيضاً اعتبار ذلك يدخل في السعي للحفاظ على مسافات مقبولة من وجهات نظر رسمية، وهو الشيء الذي يعطيها مصداقية في الداخل والخارج. لكن الإيمان، أحياناً، في الحفاظ على هذه المسافة قد يدخل المؤسسة في تناقض نظري مع الموقف الرسمي. لذلك اعتبر أن النقاش المفتوح حول هذا الموضوع باب لم يكن له داع أو ضرورة نظراً لعدم راهنيتها، فنحن نعلم أن الوصول إلى استنفاء كل الحقوق داخل المنظومات الوطنية فيه أولويات عديدة، ولا أرى أي راهنية لهذا النقاش الذي يثار الآن على حساب مواضيع حقيقية وملفات مستعجلة مرتبطة بحقوق الإنسان بالمغرب، والأخطر خطورة في كل ذلك هو أن تكون هناك

القول إنها كانت تعكس، إلى حد قريب، صورة التنازع من خلال استعمال القوة، والتنازع على بنية النظام وأساسه وليس فقط حيازة القدرة والحفاظ على النموذج.

لذلك فإن التساؤل الحقيقي هو: كيف يمكن إعطاء ضمانات على إقحام مؤسسات أرفع أو القوة في المنظومة السياسية عن طريق الانتخاب دون أن يعني ذلك استمرار أدوات التهديد التقليدية؛ يمكن أن يكون الجواب بان المشاركة ستلطف التفكير الانقلابي لقوة على النماذج المدنية، وهو أمر صحيح لكنه غير مضمون من جانب، وغير قابل للتحقيق بطريقة كلية، من جانب آخر.

– في نطرك ما هي الخلفيات التي تحكمت في تقديم المجلس الوطني لحقوق الإنسان مقترح تصويت الجيش في الانتخابات، رغم أن موقف هذه المؤسسة حساس في تاريخ المغرب الحديث؟

● لا يمكننا معرفة النيات، لكن يمكن استقراء الغايات؛ واعتقد أنه لا يجب الذهاب بعيداً في تخوين أو المزايدة على كل من يفكر في أمر مماثل، لكني أعتبر ذلك نوعاً من السفلية في

حازرة
حليمية بوتمارت

– كبرى تفتى المقترح الذي تقدم به المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول تصويت الجيش في الانتخابات؟

● هناك مقاربتان، على الأقل، لتحليل مقترح مباشرة أو تقليدياً لحقوق الإنسان التي تتضمن الحقوق السياسية حتى لبعض أفراد الشرطة والجيش وغيرهم ممن تحجب لهم المقررات الدولية الحق في ممارسة كافة الحقوق، ومن جهة أخرى، من المفروض أن تعكس الرؤية الرسمية لمؤسسة التصور الرسمي لممارسة هذه الحقوق، مع قدر من الاستقلالية، طبعاً، فأروية المؤسسة الرسمية لها طابعها خطورة للدور الذي يمكن أن يلعبه مجلس من قبيل المجلس الوطني لحقوق الإنسان، باعتباره مؤسسة تحافظ على مسافة من الرؤى الحكومية، وهذا القدرة على الانسجام معها في نفس الوقت وتوجيهها. لذلك يصعب تقديم رؤية تحمل خصوصاً غير مصلحية حتى إن عبرت عن رؤية مبدئية، والمصلحة هنا يجب أن تعكس التوازن بين المبدأ وبين الغاية، التي يجب أن تحترم الضوابط التي يمكن أن تشكل إكراهات إضافية للسلطة في هي غنى عنها. أي أن امتداد التنمية إلى مؤسسة داخلية لوضع حقوق الإنسان بغض الجهود التي تبذلها الدولة عموماً حتى على المستوى المؤسساتي الذي يعمله المجلس.

– هل إدخال الجيش في دائرة الانتخابات السياسية قد يؤثر على أمن واستقرار البلاد؟

● لا يمكن الجزم بصحة ذلك أو عكسه، ولا يمكن أن نجيب عن تساؤل بطريقة قطعية، إن كان الأمر يتعلق بمحددات أخرى لا ترتبط بالمدى نفسه؛ أي أن المشاركة في حد ذاتها هي شيء طبيعي وعادي، بل مرغوب فيه، لكن الأمر لا يمكن أن يقف عند هذا الحد، ورغم أن العالم ليس دوائر للكمال فيمكننا أن نقف مع الاحتفاء على القياس نفسه، إن كانت توجد في المنظومة العربية إمكانية لتحقق مجال التقاطع بين السلطة والقوة بالحد الذي لا يجعلهما مراقبان إلى حد الصافي، أي هل يمكن حيازة الشرعية بعيداً عن صجره القيام بالإجراءات التي تجعل الشرعية مظهراً لحيازة القوة والقهر، والتي ترتبط وجوداً وعمداً بانوات الإكراه التي تتراوح بين سلاح أبيض وامتلاك آخر أنواع السلاح؟

سببهم جواب بنفي، لأن، ذلك الفضاءات العربية تبنى، سلطويًا، على القهر المادي، ولم تصل إلى مستوى يؤسس لمشروعات مدنية، وعودة إلى البنية المغربية، يمكن



الصبار: حاملو السلاح يؤدون الضرائب ومن حقهم أن يختاروا مرشحهم

ولا يكون من حقهم أن يختاروا المنتخبين المحليين، علما أنهم سيصوتون مع المدنيين.

مقرر المجلس الوطني دفع بعض المحللين السياسيين إلى طرح إمكانات تطبيق على أرض الواقع. وهنا يرى الباحث السياسي عبد الصمد بلخير أن حاملي السلاح ضحايا، ولا معنى لمنع بعضهم من الحقوق السياسية كحراس الغابات وموظفي السجون، وأيضا شرطة المرور، إذ يرى أن الأخيرة لا يجب أن تكون حاملة السلاح لأنه في بلدان أخرى يكفي شرطي المرور بحمل عصا.

ويوضح بلخير في هذا السياق قائلا: «هذه الفئات الثلاث يجب أن يرفع عنها اللع فيما يخص المشاركة السياسية، أما فيما يتعلق بفئات الأمن الوطني بمختلف تشكيلاته وأيضا الجيش فأحدها في الطرف الحالي لا معنى له، لأننا نطالب بحياة الإدارة».

حيث تسأل عن الخلفيات التي دفعت المؤسسة إلى الخروج بهذه التوصية. هذا الموقف الرافض ليس عاما داخل الفريق الإسلامي، فالنائب عبد العزيز أفتاني يرى أن مسألة تصويت حاملي السلاح لا تطرح أي إشكال وبإمكانهم أن يقبوا بذلك، دون أن يتخطوا في الأحزاب السياسية، بعد أن أفتاتي لم يتردد في اتهام المجلس بـ«السطو على هذا المقترح الذي سبق أن تم التعيير عنه من طرف بعض الفاعلين».

المساءلة تصلت برئيس الفريق التقدمي بمجلس النواب، لكنه أكد أن الحرب لم يخرج بعد بموقف من هذه التوصية، وإن الملتك السياسي للحزب يعكف على دراسة هذا الموضوع من خلال لجنة تم تعيينها لهذا الغرض، فيما اكتفى رئيس الفريق الاستقلالي بالتأكيد على أنه لا يمكن أن يعبر عن الموقف الرسمي للحزب.

المهدي السجاري

لم تكن توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان بشأن تسجيل حاملي السلاح في اللوائح الانتخابية لتصر دون أن تخلف ردود فعل متباينة، رغم أن هذا المطلب ليس جديدا، بل سبق للمجلس أن تقدم به ضمن تقريره الخاص بالملاحظة الانتخابية.

توصية المجلس الوطني الصادرة، مؤخرا، جاءت ضمن مقترحاته الخاصة بتوسيع الهيئة الناخبة. وهكذا فقد أقرت تعديل القانون الخاص باللوائح الانتخابية من أجل القيد في هذه اللوائح فقط بالنسبة للناخبات الجماعية الناخبة. جاء في بند بعنوان «توسيع الهيئة الناخبة للانتخابات أكل إجبارية»، والذي تضمن أيضا مقترحات منها تسجيل جميع الإصناف المقيمين بالمغرب بصفة قانونية لفترة لا تقل عن 5 سنوات.

وتعد هذه التوصية أفراد القوات المسلحة الملكية العاملين في جمع الضرائب وأعاون القوة العمومية وسائر الأشخاص، الذين أسندت إليهم مهمة اقتداء، ولو كانا مؤقتين، كيفما كانت تسميتهما أو مداهما، بوضع أو بدون عوض، والذين يعملون بتلك الصفة في خدمة الإدارة أو الجماعات الترابية أو المؤسسات العمومية، أو في خدمة مرفق عمومي، كيفما كانت طبيعته، والذين لهم الحق في حمل السلاح خلال مزاولة مهامهم.

وأسندت حزب العدالة والتنمية، الذي يابر فريفة البرلماني إلى التعيير عن موقفه الرافض لهذه التوصية، فإن باقي الأحزاب التزمت بالصمت بل إن عددا من رؤساء الفرق البرلمانية المنتمية للمعارضة وللأغلبية، الذين اتصلت بهم «المساء» للإدلاء بمواقفهم من هذا المقترح المثير، امتنعوا عن إعطاء أي توضيح يدعي عدم خروج أزمابهم بموقف رسمي لحد الآن.

لمجلس النواب لم يتردد في وصف مجلس المجلس الزيمى بـ«المغامرة غير المحسوبة»، التي لم يتم تطبيقها حتى في أكثر البلديات الديمقراطية.

أحرزير: «تفاعل السياسي مع التوصيات يكشف طبيعة العلاقة التي تجمعها بالحقوق والجمعي»

تقول دون محاولة الجمع والتوفيق بين الزراء، وهو المعطى الذي يزيد من تكريسه حدة الصراع الدائر حاليا بين الأغلبية والمعارضة حول القوانين الانتخابية، وبالتالي فإن التقرير بما قد يحتويه من توصيات سيتحول مجرد نقاش.

وكان المجلس قد أوصى أيضا بأن يتضمن القانون تعريفا جديدا لمحل الإقامة لغراض الانتخابات، من أجل تسهيل القيد في بعض المساكن المؤقتة (مثل المقطورات والحاويات وغيرها من أنواع السكن العشوائي)، وغيرها من أنواع المساكن الجماعية، التي توجد فيها هذه المساكن، وكذا تمكن نزلاء المؤسسات السكنية غير القاعدية للأغلبية الانتخابية في حالات ما إذا اختاروا ذلك من القيد في اللوائح الانتخابية للجماعات حيث تتواجد المؤسسات السكنية المودعين فيها.

كما دعا المجلس إلى توسيع نطاق تطبيق القانون رقم 30.11 لتشمل الملاحظة المستقلة والمحاوية لاستفتاءات وإبراج المنظمات الدولية التي حكومية ضمن الهيئات المؤهلة لممارسة مهمة الملاحظة المستقلة والمحاوية للانتخابات والاستفتاءات، والالتصيص على مشاركة ممثلي السلطات الحكومية المكلفة بالعدل والداخلية والشؤون الخارجية والتعاون والاتصال في أشغال اللجنة الخاصة لاعداد ملاحظي الانتخابات بصفة استشارية.

وبدا لافتا أن النقاش تجاوز توصية نهم بطريقة ضمان نزاهة تمويل الحملات الانتخابية، وأيضا دعوى المجلس للتصريح عن اختلاف الراي ورفع الحظر عن الدعوات الماندة بمقاطعة الانتخابات، وهو الأمر الذي كان يتم التخطي منه بشكل امضى صرف، من خلال مقترح بشأن توجه السلطة الحكومية المكلفة بالداخلية، بمناسبة كل عملية انتخابية دورية يملئ الإدارة الترابية تكثر فيها تطبيق الفهيد الشريف رقم 1-377/58-أ الصادر في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نونبر 1958) بشأن التجمعات العمومية التي تدعو إلى عدم المشاركة في الانتخابات.

مغامرة غير محسوبة العواقب، وأن هذا الأمر، لا يتم تطبيقه حتى في أكثر الدول الديمقراطية، كما لم يتردد بوانو في بحث تلميح يحمل أكثر من رسالة بعد أن تسأل عن خلفيات هذه التوصية.

عبد الملك أحرزير، أستاذ العلوم السياسية بجامعة المولى اسماعيل بمكناس، قال: «إن هذه التوصية ورغم أنها مخالفة لروح الديمقراطية إلا أن تفاعل السياسي معها يبرهن الرغبة في احتكار النقاش حول القوانين الانتخابية وهو سلوك يمنع من طبيعة الأزمات».

وأضاف أحرزير أن بعض التوصيات يمكن التخطي معها بالتدريج دون جرات كبيرة قد تكون لها انعكاسات غير محسوبة، فكل ما ينه إلى أن يشارك العسكري أو رجل الأمن في السياسة يفرض علينا تجديد مكانه، هو هل هو في الأغلبية أو المعارضة، ما دام أن عملية التصويت تتم وفق قواعد سياسية معينة، وهو أمر مهم بالنزاهة الديمقراطية.

وكانت عدد من العائلات السياسية، سواء من الأغلبية أو المعارضة، رفضت التعليق على هذه التوصية، وتعاملت معها كنوع من الترف الفكري والحقوقى، فيما أعلن بعضها وبشكل صريح رفضه أو على الأقل تحفظه عليها، وهو موقف يفرض نفسه بحكم أن التعاطي مع هذا الملف أكبر من الحكومة، ومن الفعل السياسي، وأيضا الحقوقى، وذلك باستحضار طبيعة المؤسسة العسكرية بالمغرب.

مستشفى الحرجي

لم تتردد بعض الفعاليات السياسية في الرد، وبشكل سريع، على توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان الداعية إلى تعديل القانون الخاص باللوائح الانتخابية العامة من أجل فسح المجال أمام حاملي السلاح للمشاركة في الانتخابات، وهو الرد الذي حمل في بعض الأحيان اتهامات ضمنية بتخلف خلفيات غير واضحة في إصدار هذه التوصية.

رصد الفعل «المتشجعة»، التي صدرت عن عدد من السياسيين بخصوص هذه التوصية وأسباب تولدها، اعتبرها عدد من المتتبعين محاولة لتجديد الجمعي والحقوقى عن النقاش الدائر حول القوانين الانتخابية، واحتكاك الملك من طرف السياسي، وهو ما يفسر سس التركيز على الجيش، تحسيدا، رغم أن التوصية جاءت عامة بالنسبة لجميع حاملي السلاح ومحسوبة فقط في الانتخابات الجماعية، ولكل لاختار تقرير المجلس في هذه النقطة فقط، رغم أن الأمر يتعلق بـ45 توصية تهدف بالإجمال إلى تحقيق المناصفة وضمان انتخابات نزيهة وشفافة.

ورغم أن التوصية كانت واضحة وصريحة على الأقل في صياغتها بعد أن دعت إلى تعديل القانون الخاص باللوائح الانتخابية العامة من أجل القيد في اللوائح الانتخابية العامة، فقط بالنسبة للانتخابات الجماعية، إلا أن بعض السياسيين الملتكبة العاملين من جموع الرتب وأعاون القوة العمومية وسائر الأشخاص الذين أسندت إليهم مهمة أو اقتداء، ولو كان مؤقتا، كيفما كانت تسميتهما أو مداهما، بوضع أو بدون عوض، والذين يعملون بتلك الصفة في خدمة الإدارة أو الجماعات الترابية أو المؤسسات العمومية أو في خدمة مرفق عمومي، كيفما كانت طبيعته، والذين لهم الحق في حمل السلاح خلال مزاولة مهامهم، فإن الانتظار ترتكز بالأساس على «الجيش»، مثل ما صرح به عبد الله بوانو، رئيس فريق العدالة والتنمية بمجلس النواب، الذي قال بأن مطالبة البعض بإبخال الجيش في اللوائح الانتخابية

واعتبر الباحث السياسي أن منطق الانتقال الديمقراطي في المغرب يقضي في هذه المرحلة إلى إقحام الجيش وإن يصحبه له الحق في الحضور في التجمعات الانتخابية وغيرها، بل نحن في حاجة إلى مرحلة انتقالية يتم فيها الفصل بين فئات حاملي السلاح، أي بين الذين يدافعون عن الوطن وبين الذين يشتغلون في قضايا داخلية كحراس الغابات والسجون وشرطة المرور، وإذا كانت أغلب الأحزاب السياسية لم توضح بعد موقفها لتشكل حاملي السلاح، فإن السؤال يبقى مطروحا حول موقف هذه الأحزاب من باقي التوصيات التي دعا إلى تسجيل المقيمين في ما أسماه المجلس بـ«المساكن المؤقتة»، كالمقطورات والحاويات وغيرها من أنواع السكن العشوائي، والتي تمكن نزلاء المؤسسات السكنية غير القاعدية للأغلبية الانتخابية في حالات ما إذا اختاروا ذلك من القيد في اللوائح الانتخابية للجماعات حيث تتواجد هذه المؤسسات.

واعتبر الباحث السياسي أن منطق الانتقال الديمقراطي في المغرب يقضي في هذه المرحلة إلى إقحام الجيش وإن يصحبه له الحق في الحضور في التجمعات الانتخابية وغيرها، بل نحن في حاجة إلى مرحلة انتقالية يتم فيها الفصل بين فئات حاملي السلاح، أي بين الذين يدافعون عن الوطن وبين الذين يشتغلون في قضايا داخلية كحراس الغابات والسجون وشرطة المرور، وإذا كانت أغلب الأحزاب السياسية لم توضح بعد موقفها لتشكل حاملي السلاح، فإن السؤال يبقى مطروحا حول موقف هذه الأحزاب من باقي التوصيات التي دعا إلى تسجيل المقيمين في ما أسماه المجلس بـ«المساكن المؤقتة»، كالمقطورات والحاويات وغيرها من أنواع السكن العشوائي، والتي تمكن نزلاء المؤسسات السكنية غير القاعدية للأغلبية الانتخابية في حالات ما إذا اختاروا ذلك من القيد في اللوائح الانتخابية للجماعات حيث تتواجد هذه المؤسسات.

واعتبر الباحث السياسي أن منطق الانتقال الديمقراطي في المغرب يقضي في هذه المرحلة إلى إقحام الجيش وإن يصحبه له الحق في الحضور في التجمعات الانتخابية وغيرها، بل نحن في حاجة إلى مرحلة انتقالية يتم فيها الفصل بين فئات حاملي السلاح، أي بين الذين يدافعون عن الوطن وبين الذين يشتغلون في قضايا داخلية كحراس الغابات والسجون وشرطة المرور، وإذا كانت أغلب الأحزاب السياسية لم توضح بعد موقفها لتشكل حاملي السلاح، فإن السؤال يبقى مطروحا حول موقف هذه الأحزاب من باقي التوصيات التي دعا إلى تسجيل المقيمين في ما أسماه المجلس بـ«المساكن المؤقتة»، كالمقطورات والحاويات وغيرها من أنواع السكن العشوائي، والتي تمكن نزلاء المؤسسات السكنية غير القاعدية للأغلبية الانتخابية في حالات ما إذا اختاروا ذلك من القيد في اللوائح الانتخابية للجماعات حيث تتواجد هذه المؤسسات.

واعتبر الباحث السياسي أن منطق الانتقال الديمقراطي في المغرب يقضي في هذه المرحلة إلى إقحام الجيش وإن يصحبه له الحق في الحضور في التجمعات الانتخابية وغيرها، بل نحن في حاجة إلى مرحلة انتقالية يتم فيها الفصل بين فئات حاملي السلاح، أي بين الذين يدافعون عن الوطن وبين الذين يشتغلون في قضايا داخلية كحراس الغابات والسجون وشرطة المرور، وإذا كانت أغلب الأحزاب السياسية لم توضح بعد موقفها لتشكل حاملي السلاح، فإن السؤال يبقى مطروحا حول موقف هذه الأحزاب من باقي التوصيات التي دعا إلى تسجيل المقيمين في ما أسماه المجلس بـ«المساكن المؤقتة»، كالمقطورات والحاويات وغيرها من أنواع السكن العشوائي، والتي تمكن نزلاء المؤسسات السكنية غير القاعدية للأغلبية الانتخابية في حالات ما إذا اختاروا ذلك من القيد في اللوائح الانتخابية للجماعات حيث تتواجد هذه المؤسسات.

واعتبر الباحث السياسي أن منطق الانتقال الديمقراطي في المغرب يقضي في هذه المرحلة إلى إقحام الجيش وإن يصحبه له الحق في الحضور في التجمعات الانتخابية وغيرها، بل نحن في حاجة إلى مرحلة انتقالية يتم فيها الفصل بين فئات حاملي السلاح، أي بين الذين يدافعون عن الوطن وبين الذين يشتغلون في قضايا داخلية كحراس الغابات والسجون وشرطة المرور، وإذا كانت أغلب الأحزاب السياسية لم توضح بعد موقفها لتشكل حاملي السلاح، فإن السؤال يبقى مطروحا حول موقف هذه الأحزاب من باقي التوصيات التي دعا إلى تسجيل المقيمين في ما أسماه المجلس بـ«المساكن المؤقتة»، كالمقطورات والحاويات وغيرها من أنواع السكن العشوائي، والتي تمكن نزلاء المؤسسات السكنية غير القاعدية للأغلبية الانتخابية في حالات ما إذا اختاروا ذلك من القيد في اللوائح الانتخابية للجماعات حيث تتواجد هذه المؤسسات.

واعتبر الباحث السياسي أن منطق الانتقال الديمقراطي في المغرب يقضي في هذه المرحلة إلى إقحام الجيش وإن يصحبه له الحق في الحضور في التجمعات الانتخابية وغيرها، بل نحن في حاجة إلى مرحلة انتقالية يتم فيها الفصل بين فئات حاملي السلاح، أي بين الذين يدافعون عن الوطن وبين الذين يشتغلون في قضايا داخلية كحراس الغابات والسجون وشرطة المرور، وإذا كانت أغلب الأحزاب السياسية لم توضح بعد موقفها لتشكل حاملي السلاح، فإن السؤال يبقى مطروحا حول موقف هذه الأحزاب من باقي التوصيات التي دعا إلى تسجيل المقيمين في ما أسماه المجلس بـ«المساكن المؤقتة»، كالمقطورات والحاويات وغيرها من أنواع السكن العشوائي، والتي تمكن نزلاء المؤسسات السكنية غير القاعدية للأغلبية الانتخابية في حالات ما إذا اختاروا ذلك من القيد في اللوائح الانتخابية للجماعات حيث تتواجد هذه المؤسسات.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
Conseil national des droits de l'Homme

maganapress

هسبريس
HES PRESS

البوز: لا وجود للتحكيم الملكي بخصوص قضية الإجهاض

هسبريس - نورالدين لشهب

الاثنين 23 مارس 2015 - 00:00

على إثر استقبال الملك محمد السادس لوزير العدل والحريات ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان ووزير الأوقاف والشؤون الإسلامية، وإعطائه لتعليمات بشأن التداول حول مختلف الآراء والتوجهات المتعلقة بإشكالية الإجهاض السري، ورفع اقتراحات داخل أجل أقصاه شهر، تناسلت تساؤلات عدة حول التحرك الملكي.

البعض تساءل إن كان الأمر يتعلق بتحكيم ملكي في موضوع بات يثير النقاش الحاد بين مكونات من المجتمع المغربي في الفضاء العام، ولاسيما الإلكتروني منه عبر مواقع التواصل الاجتماعي بناء على الفصل 42 من الدستور؟ ومن طلب التحكيم؟ والفرق بين تدخل المغرب في موضوع الإجهاض وتدخله السابق مع بداية الألفية بخصوص موضوع مدونة الأسرة؟ وآخرون تسائلوا عن كيف يمكن تفسير المرونة التي يتعامل بها حزب العدالة والتنمية مع الموضوع الإجهاض على عكس الحدة التي طبعت سلوكه حيال مدونة الأسرة؟.

أحمد البوز، أستاذ القانون الدستوري والعلوم السياسية، اعتبر في تصريح لهسبريس، أن استقبال الملك للوزيرين في الأوقاف والعدل والحريات وكذا رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لا يتعلق ببواد تحكيم ملكي، والسبب برأي البوز أن "لا أحد طلب مثل هذا التحكيم"، مضيفا إلى أن "التحكيم الذي يمارسه الملك بناء على الفصل 42 من الدستور يكون في حالة وجود نزاع بين المؤسسات الدستورية، الشيء الذي لا ينطبق على الحالة التي نحن بصدددها، فهذا الفصل يشير إلى الملك هو "رئيس الدولة والحكم الأسمى بين مؤسساتها..".

ولفت الأستاذ الجامعي إلى أن تدخل الملك في الموضوع المتعلق بالإجهاض يختلف عن تدخله في بداية الألفية بخصوص موضوع مدونة الأسرة، "التدخل الأول كان بعد وجود حالة من التوتر المجتمعي حول قضية الخطة الوطنية لإدماج المرأة في التنمية بين الإسلاميين والحدائين، أما التدخل في حالة الإجهاض فقد تم والنقاش حول الموضوع في بدايته، ولم يكن بنفس الحدة التي كان عليها النقاش السابق، بل يمكنني القول أن تدخل الملك تم بعد أن بدأت تلوح في الأفق معالم وجود تقارب، حتى لا أقول توافق، بين وجهات النظر التي تتجاذب النقاش حول الموضوع، كما تجلّى ذلك في مناظرة وزارة الصحة"، يقول المتحدث.

وعن المرونة التي يفسر بها تعامل العدالة والتنمية في هذه القضية على خلاف موقفه في قضية الخطة الوطنية، يقول البوز: "ليس لها تفسير آخر غير الموقع السياسي الجديد الذي يوجد فيه الحزب، فحرصه على الاستمرار في قيادة الحكومة سيفرض عليه تقديم تنازلات كثيرة، خصوصا في بعض القضايا التي يدخل فيها الملك على الخط، حتى ولو كانت تلك القضايا لها علاقة بالمرجعية التي ينصب الحزب نفسه كمدافع عنها".

وخلص البوز في تصريح لهسبريس إلى أن "توقيت طرح هذه القضية كان دقيقا، خصوصا عندما يكون قد جاء قبيل بضعة أشهر من تنظيم استحقاق انتخابي لا تحفى أهميته بالنسبة للحزب الذي يقود الحكومة".

مضيفا إلى أن هذا التوقيت بالضبط "يضع العدالة والتنمية في مأزق بين الالتفات إلى ناخبيه، وجزء غير يسير منهم يبدو محافظا في مثل هذه القضايا، ولا ينظر يعين الرضا لإثارة مواضيع من هذا القبيل، وبين الانصياع لتوجه الملك أمير المؤمنين نحو استغلال بعض الفرص التي تتاح له بين الفينة والأخرى للانتصار لبعض الاختيارات التي تسائر الحدائة وتمشأى مع العصر، وبالتالي تسحيل نقاط جديدة في مرمى الإسلاميين، وإن كان ذلك لا يمنع منه من الاستمرار في ممارسات تقليدية وإعادة إنتاجها".

http://akhbar-maroc.com/index.php?controller=news&action=display&id_news=39843

<http://www.hespress.com/orbites/258749.html>

23/03/2015

Conseil national des droits de
l'Homme

9

www.cndh.org.ma



مركز الشروق للديموقراطية والاعلام وحقوق الانسان اللي ما عمرو تبني قضية حقوقية كبيرة. يتعين خويا سفير وناخد بلاصتو. اوجار يعوض اجاور

on: 2015/03/23 11:02:39 صباحًا In: الرئيسية تتركك لا يوجد تعليقات

كود الرباط = =

فالمغرب كلشي كيتورت من الاحزاب حتى الجمعيات والوزارات. هاد اليوم انطلق فقطر، الدولة اللي ضد حقوق الانسان واللي كتنسجن شاعر لمجرد ان هجا رئيس الدولة، مؤتمر دولي كاليك حول "حرية الرأي والتعبير في العالم العربي". ولكن هاد المؤتمر كيغرف مشاركة مغربية كيفما كتخبرنا "لاماب". ماشي المجلس الوطني لحقوق الانسان ولا الجمعية المغربية لحقوق الانسان اللي مشاركين ولا حتى جمعية من الجمعيات اللي كدافع بصاح على حقوق الانسان وحرية التعبير، اللي ماشي هو مركز "الشروق للديموقراطية والاعلام وحقوق الانسان".

ماشى ممكن يمكن لهاد المركز اللي دارو محمد اوجار باش ولي سفير ونال اللي قلب عليه وعينوه سفير للمغرب في جنيف كممثل للمغرب لدى الامم المتحدة هناك. المشكل انه باش ماشي المؤسس ديالو خوه نور الدين اوجار هو اللي شارك. يعني ماشي خويا وناخد بلاصتو. كاليك اسيدي هاد نور الدين مدير البرامج بهذا المركز. الله يعطينا وجهكم

<http://www.goud.ma/%D9%85%D8%B1%D9%83%D8%B2-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%B1%D9%88%D9%82-%D9%84%D9%84%D8%AF%D9%8A%D9%85%D9%88%D9%82%D8%B1%D8%A7%D8%B7%D9%8A%D8%A9-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B9%D9%84%D8%A7%D9%85-%D9%88%D8%AD-131324/>



خالد فتحي: «الشرايبي عراب لوبي يجني ريع الإجهاض ويسعى إلى ممارسته بحماية قانونية»

البروفيسور الأخصائي في أمراض النساء والولادة قال إن
الإجهاض سيظل سريرا رغم تقنينه لأنه مرفوض مجتمعا ودينيا



«لوبي الإجهاض يبتز مواقف مناصرة
من الأحزاب عشية الانتخابات»

723 - 16 - 17
«محاربة الإجهاض السري

حصان طروادة لاقتحام

قلعة القانون. الإجهاض

وإد الحياة وامتحن للمرأة.

الإجهاض خرق للدستور الذي

يتضمن الحق في الحياة.

قوانين الإجهاض ينبغي

لها الانسجام مع قناعات

الشعب المغربي... ذلك

بعض من المواقف التي

عبر عنها البروفيسور خالد

قتحي بخصوص النقاش

الدائر حول مسألة تقنين

الإجهاض. في حوار شامل

مع «الأخبار»، يرى أخصائي

أمراض النساء والولادة

بمستشفى السوسيسي الرباط

أن حجج الداعين للإجهاض

واهمية لا تصمد أمام الأدلة

العلمية والطبية، كاشفا أن

إسقاط الأجنة المشوهة

يكون في أغلبية لسبب جمالي

مزاجي وللاستياء فقط. وأشار

قتحي إلى أن المطالبة بإلغاء

الإعدام وإبعاد الجنين

تفصح مخططات لوبي

الإجهاض. ويذهب أخصائي

أمراض النساء إلى أن الدكتور

شفيق الشرايبي، رئيس

الجمعية المغربية لمكافحة

الإجهاض السري، لا يمثل

الرأي العام الطبي وأنه أرنب

سباق للعلمانيين

وعراب للوبي يجني

الأرباح من عمليات

الإجهاض.

الأخبار

▲ اعتمد نقاش واسع أخيرا حول تقنين الإجهاض استعدي تشكيل لجنة ملكية بغية اتخاذ موقف موحد من هذه القضية. ما لکم ان تضعونا في صورة هذا النقاش من وجهة نظرکم من المؤكد ان جلالة الملك استعمل سلطاته في هذا الصدد لزاما الى الانفتاح على آراء كل الحساسيات بكل مشاريتها. حتى نضمن الرؤى والمواقف أكثر بخصوص هذه القضية الشائكة والحساسة. هذه القضية التي بصر البعض على وضعها ضمن أجندة المغاربة. وذلك فإن من المجدي جدا ان نتولى الدولة تاطير مثل هذه النقاشات الحساسة دورا لای انحرافات او التزلمات او نظرف في أي اتجاه کان.

▲ فالإجهاض بعد ان جعل منه المدعى معركةته العميرية. ليس على الواجهة الطبية فقط بل على الواجهة السياسية أيضا. أخذ يتحول إلى نقطة خلافية مؤثرة تشغل المجتمع. لا أقول إلى نصفي و إلى ثلثات متكافئة. بل إلى أغلبية واضحة ترفض رفضا قاطعا مثل هذه الممارسة الشنعوة. وتماعن بشدة ان يذهب القانون المغربي في هذا المنحى لكن المشكلة ان هذه الأغلبية هي أغلبية صامتة وغير مبادرة. وذلك من فرط انتمائها إلى ان القوانين في بلد مسلم كماغرب. لا يمكنها ان تتسجم مع القناعات الثقافية والدينية والحضارية لاجتماعها. ولا يمكنها ان تتناقض مع قيم حقوق الإنسان كما تستدل عليها بالعقل و تعمدى إليها بالعالم وليس كما قد بصورها لها بالآخر و بصورها لنا أنهارنا بنموذجها الجمعي. في مواجهة هذه الأغلبية. هناك اقلية تريد ان تؤهم الكل من خلال ارفع صوتها. و عبر أسرارنا وبتكلمة مبروسين انها تمثل شطرا مهما من المجتمع. حيث لا تلك ناديا بان الإجهاض هو أيضا حق من حقوق الإنسان. وانه مستلزم ضروري من مستلزمات الحدالة الذي لا مناص لنا من ان نمنحه اليوه او عدا في منظومتنا القانونية. إذا كنا نندش الحاق بربك الدول المتقدمة. وهذا ما تعهدت الأغلبية التي أشرت لها مجرد مقاطعة كبرى. بل ان جو الحريات واحترام حقوق الإنسان الذي قطع فيه المغرب اوصافا لا ينكره إلا جاحد. قد دفع بعض الأوصاف المشاز إلى الجاهرة علنا بما يعبره فواند حقيقيه سبحانه المغرب والمغربيات من خلال تقنين الإجهاض في حق ان القضية ليست بالمسألة التي يصورونها. بل في على التقيض من ذلك تماما.

▲ أنت أعتقد أنك من مفاصري تقنين الإجهاض. يمكنني تبارا وبعاء داخل المجتمع المغربي. فكيف نفسر لنا أنهم هم من أطلقوا شرارة هذا النقاش على قلوبهم؟
ملا في الكلمة التي أوردت بها. الأغلبية الساحقة للاستاءة والأطباء لا يؤيدون مصادا تحرير الإجهاض. والملاحظة نفسها تنصب على باقي القطاعات الطبية الأخرى وأطباء القطاع العام والخاص وبالطبعة فالأمر يتعلق بلوبي قليل العدد من الأطباء ممن اعادوا مثل هذه الممارسة. ويسعون إلى مفاستها الان تحت حماية القانون. فهم يعرفون انه حتى إذا تم تقنين الإجهاض. لن يغفل عليه الأطباء الآخرون. فيظنون عدم المحترمين لهذه السوق الطبية. بل وسيسبغون زبونات جديدة بفعل هذا القانون الذي ياملون صدوره. إنهم يريدون ان النساء لن يقدم على الخضوع للإجهاض. حتى في حالة تعريه على الملا وفي هجرة النهار. إن هذا لم يحدث بشكل سافر حتى في الدول الغربية. فبالأحرى في دولة كالمغرب يكن فيها الناس احتراماً كبيراً للقيم العائلة والمجتمع والدين. وذلك رغم مظاهر التحرر التي قد يتخدع بها البعض. فالإجهاض غير المرير والعمدى سبطل والحالة هذه. ورغم تقنينه سريرا دائما. واستقل المرأة المرشحة للإجهاض تخضع للابتزاز والمساقمة. الذي سيبقى فقط هو ان هذا اللوبي سيجني أرباحا طائلة جراء هذه التشريعات دون ان يخشى ملاحقة القانون.

▲ لكن ضمن هذا التبار توجد أيضا جمعيات مندية وسياسيون وطما. اجتماع. انه فكيف تسرون انضمام هذه الفئات للوبي الذي نكرت؟
الا يمكن ان يكونوا أصحاب قضية؟
يجب ان نفرق بين هذا اللوبي الذي يحرك خطوط الدعوة للذبحين والذبحين.



الإجهاض ونسي بانهم يجعلون من هذه الحالات حصان طروادة لفتح باب الإجهاض لقلعة القانون. وبعد ذلك تكون امام تحرير مفتح للإجهاض بكل بساطة. لذلك لابد من التروي. فالقانون هو مجموعة قراراتها يجب ان تكون لها القدرة على تحمليها على وضعه. و في تعديلات قانونية يجب ان تكون مشتملة على الضمانات التي لن تجعل من الإجهاض عدا عملة مألوفة وروتيئية داخل مستشفياتنا ومعدناتنا والعدالة والتنمية ان كان حزبا ذا مرجعية اسلامية إلى ان هذا نيل كغوره من الأحزاب. ولا يغني رايه اندا عن رأي المؤسسة الرسمية المؤهلة للأفتاء. والقصد المجلس العلمي الأعلى وعماده فقهاء المملكة والباحث إلى جانب رأي الحقوقيين الذين يميزون بالحياد الحقوقي اللازم.
نعم. استمعنا لرای د. العطاشي. إلا انه لم يصدر إلى الآن. أي موقف رسمي لهذا الحزب بخصوص هذه الإشكالية. لقد تحدث كيف ان الكلفة الاجتماعية للوضعية الحالية عالية جدا. لكنني ارى ان كلفته في حالة تحرير الإجهاض ستكون أعلى. واود هنا

تقنين الإجهاض ليس كما يتوهم البعض مجرد مجموعة فصول قانونية ينبغي ضحها في التشريع المغربي وكفى بل إنه سينتكل نقطة تحول فارقة لهوية هذا المجتمع

ان اشير إلى ان العلامة مصطفى بختخمة كان أكثر احتياطا. لكي لا أقول أكثر محافظة. حين دعا إلى مقاربة وقائمة وجزرية بالاساس في التعامل مع حالات الانتصاب وزنا المحارم. قواعد ينبغي الانتصاب على عايرة من جنوده لا علاج أعراضه فقط كما اعتبر إجهاض الأجنة المشوهة خلفا. الحزب إجهاض ذي خلفية جمالية ومزاجية في أغلب الحالات لا يسوغ واد دعواته تحديدا كل الأخطاء ان يخبروه عن النسخة التي تدرج فيها حياة الجنين مستهدفا. يقول له تعالى «من اسألك عن الروح قل الروح من امر ربي وما أوليت بها العلم الا قليلا»

▲ كيف تتبرهن ان يكون موقف حزب العدالة والتنمية من قضية الإجهاض؟
من المؤكد ان اطر هذا الحزب على دراية كبيرة بالواجبات القبلية والاجتماعية والاقتصادية والطبية لقضية الإجهاض ومؤملة لتبورة موقف صائب.

هناك أقلية تريد أن تؤهم الكل من خلال ارتفاع صوتها وعبر استرايجية وتكتيك مدروسين أنها تمثل تطلرا مهما من المجتمع حيث لا تنفك تنادي بان الإجهاض هو أيضا حق من حقوق الإنسان

واعتقد ان حزبا ذا مرجعية اسلامية لن ينساق وراء تشريعات غير منسجمة مع ثوابت الامة. فذلك سيضر بصورته ويبيعه عن جذوره الشعبية وقد يفقده هويته وهذا ما لا ينبغي ان يال فادته

▲ ماذا تقترح إذن؟
يجب ان تحتملك للعددا الديموقراطي بخصوص هذه القضية. البست الديموقراطية على النظرية العلمانية التي ينهل منها مقاصو الإجهاض. فلفظ ان رأي الشعب حول هذه المسألة. إلى استمال دائما لمركز المناصرون للإجهاض على المؤسسة التشريعية لتحريره وتقنينه. بينما ان قانونا بالشكل الذي يتوخونه. بشكل انقلابيا عميقا في ذهنه ونقافة المواطنين. لذا ينبغي سير ارائهم واستفائهم فيه. لنرى ان كانوا قد «نصحوا» لتقليل البس الاستفتاء هو اسمي تعبير عن إرادة الامة ليس الاستفتاء للجمع. لما يصلح هذا الفصل من الدستور ان لم يصلح لهذا. وانا لا لم يتطالوا به ويختصروا الطريق علما. خصوصا وانه قد رسخ في وعيهم ان تحرير الإجهاض مملك شعبي. افان ان المشاورات الواسعة التي تبعن على اللجنة التي انشأها الملك للقيام بها مستوئله بعدا استحاده الحكيمة العلمية والشريعة والشعبية بعدا عن المرادات. وإلى وضع حد لهذا السجل المفتعل. حيث ستكون بمثابة استفتاء مصغر.

الإجهاض. وبين لغة أخرى مبهمة عن حسن نية بنمط الحياة الغربي. فله لا ترى مانعا في ان يصوغ لنا الغرب نحن الدول النامية. مفهومنا لحقوق الإنسان كما هي كويتيا. فله تعقد ان كل ما ينبغي له التطور الحداة هناك في الغرب. يحدث ان توضع له ثمرانته الحوقلة والقانونية هنا في المغرب أيضا.
بجانب هذه الفئة ذات القناعات الاديولوجية المتشعبة لعق المرأة في الاختيار على حق الجنين في الحياة. هناك فئة ثالثة يتم تحصيلها أو انشاعها عادية يمثل هذه الخطابات التي تعرف كيف توظف الأرقام والبيانات والتصريحات حول بعض ماسي الإجهاض السري وهي نفس الأدبيات التي سبق وهدمت لإباحة الإجهاض في دول أخرى. بالنسبة للوبي الذي أشرت إليه. فمن الواضح ان حيويته تابعة في جزء منها عن أزمة ضمير. لذلك هو يبحث عن شرعية مفقودة لمارسته. حتى ولو رجع بالمجتمع كله في لفق تعرف بدايته والواقفين نهائية. لوبي يريد من فرط تائبين الضمير. ان يتساوى الكل امام الإجهاض ليهون عليه التحذر الحقيق الذي تدرى فيه

▲ لكن هناك سياسيين وأحزابا أعلنت تأييدها لطلب تقنين الإجهاض كحزب الاستقلال والاتحاد الاشتراكي. والحركة الشعبية والتقدم والاشراكية. والأساق والمعاصرة. الا ترون ان هناك شبه توافق بين كل الأحزاب بخصوص هذه المسألة؟
هذا ما يريدونه الذي الذين يتصدون للدعوة لتقنين الإجهاض. الذي يقع هو ان هذا التيار يستغل انشراحات نقاشات الحقل السياسي المغربي والسباق الانتخابي المحمود بين هذه الأحزاب لتعير هذه التشريعات. أغلب احزابنا اليوم مشغولة بالاستقطاب على حساب البرامج. لذلك فهي تحاول ترضية ما تعبره حاسيات بالمجتمع المدني. وقد يصل سعيها في ذلك حددا إلى تملقها ونفاقها وتالفها. وربما قد تتناقض هذه الأحزاب حتى مع مرجعياتها في سبيل ذلك. وذلك خوفا من ان يوضع هذا الحزب و ذلك بالرجعة والتجسس وبانه ضد الحدالة والتقدم... ومثل هذا السلوك الجريبي تتداخل فيه حسابات كثيرة

و عوامل وطنية وأخرى دولية.
انظر معي. انه حتى توقيت النقاش حول الإجهاض الانتخابيات. مما قد يعرض قضية حساسة كهاته السجالي إلى نقاش ديني وعلمي بالاساس بعيدا عن البعدال السياسي. فقد يسعى كل حزب ان يتفوق على بقية الأحزاب فيما يقدمه من تنازلات. وتكون امام قانوا لا يعكس مصلحة المغاربة بقدر ما يعكس ميزان القوى بين الأحزاب. بينما نحن نود ان نقول إلى الحكيمة الشريعة التي تقودنا لها العلم الطبي والاجتهاد الفلهي. القضية أكبر من مجرد توافق بين الأحزاب.

▲ لكن حزب العدالة والتنمية ذا المرجعية الإسلامية التي يقود التحالف الحكومي منخرط أيضا في هذا النقاش. فالدكتور سعد الدين العثماني صرح بأنه ينبغي تقنين الإجهاض وإباحته في حالات الانتصاب وزنا المحارم والشبهات الخلفية. الا يعني هذا ان التوافق حول هذه القضية قد حسم نهائيا؟
الدكتور العثماني له من الضخيرة الفقهية والزاد العلمي والتجربة السياسية ما يؤهله لإجراء نقاش حسان كهدا. وهذه الحالات الثلاث هي الحالات العميرية والحد الأقصى للنقاش الذي يقلل به المدافعون عن حق الجنين في الحياة. وإن كانت تصريحات ومرامعات بعض مفاصري تقنين



■ كيف ذلك؟

من خلال الغوص في عمق الإشكالية، وعلاج أسبابها من الجذور، عوض البحث عن الحل السهل الذي هو الإجهاض. هذا حل لا أبداع فيه ولا مجهودا قد تم بذله. إنه يساهم في ترك الحبل على الغارب دون البحث عن المشاكل الحقيقية التي تقود نحو هذه الأوضاع. الإجهاض ليس حقا من حقوق الإنسان حتى نقننه. حري بنا أمام هذه الظاهرة أن نتساءل أين الخلل؟ بل ويجدر بنا أن نعيد فحص نظامنا التعليمي والتربوي والاجتماعي والقيمي والأخلاقي من جديد. هذه الحوامل غير المرغوب فيها هي جرس الإنذار الذي يشي باختلالات فينا ينبغي معالجتها. علينا أن نبحث في مثل هذه الأحوال إن كان المسجد والمدرسة والتلفزة والأسرة والشارع يلعبون إلى الآن دورهم الكامل في تربية وإعداد النشء الصالح للأمة. علينا أن نفحص كذلك، إن كان نظامنا الاقتصادي يحقق العدالة الاجتماعية ويدفع عن النساء غائلة الإملاق والتشرد والضياع أم لا؟، فتلك هي العوامل الضرورية التي تمهد من وراء الستار لكل إشكاليات الحمل غير المرغوب فيه. ومع ذلك فإنا مع الاجتهاد وفق ضوابط الفقه الإسلامي بخصوص هذه الحالات.

■ فيما يخص التشوهات الخلقية بروفيسور، هل يكون من الملائم السماح بالإجهاض؟

إن الإجهاض بسبب تشوه لدى الجنين يقتل حاسة البحث العلمي في المجال الطبي. فليست كل التشوهات قاتلة للجنين أو للمولود الجديد. بل أغلبها قابلة للعلاج، وبعضها يمكن علاجه داخل الرحم. فلو فكر الأطباء بهذه الطريقة دائما لما تقدمنا أبدا في المجال الطبي. إن تنحي المشكلة بدلا من حلها أو بدلا من علاجها، هذا ليس طبيا. فإي كان يمكنه أن يقترح مثل هذا الحل. وأستسمح إذا صورت الأمر بطريقة كاريكاتورية بعض الشيء. يشبه هذا التصرف تلميذا واجه أسئلة صعبة في الامتحان، فلم يعمل ذهنه ومزق ورقة الأسئلة. وادعى أنه نجح في الامتحان بما أن ورقة الأسئلة مزقت!

إن فتح هذا الباب على مصراعيه قد يؤدي إلى

فالقانون يجب أن يكون وسيلتنا الجبرية لإصلاح أحوال الناس ومصاربة الأمراض التي تتخّر أوصال المجتمع. ليس من مهمات القانون أبدا الاستسلام للأهواء والنزوات والصراعات الجديدة، للحقوق التي تتفق عنها كل يوم مخيلات من احتجزوا الحداثة، وصاروا يحملونها عكس ما تشر به من اتباع لجادة العقل والعلم. ما ينبغي عن عقول مناصري الإجهاض أن المشروعية لا تعني دائما الشرعية. فهناك بون واسع بين المفهومين.

■ لكن البروفيسور الشرايبي يصرح على رقم 1000 امرأة تجهض يوميا..

هذا الرقم من مخيلته، ما يهتما هو نسبة الإجهاض الذي يتم بطرق بدائية. وهذا يتم لأسباب مادية وثقافية واجتماعية لا تسعى البروفيسور الشرايبي ومن يتبني أطروحة لتغييرها. ربما أنه يستقلب كل حالات الإجهاض الخطيرة في الجهة بعد أن شاع عنه هذا الهوس بقضية الإجهاض. ويعتقد أن كل أستاذ يستقبل عددا مائلا من الحالات ويقوم بعمليات ضرب غير صحيحة. نحن في مستشفى الولادة بن سينا لا نستقبل مثل هذه الأرقام التي تحدث عنها. الشرايبي الذي يغرد وحيدا حتى داخل مستشفى الليون الذي يعمل فيه، إذ لا يتبني رايه أي أستاذ من وحدة أمراض النساء والولادة بالكلية.

■ بالنسبة، ما رأيكم في إقالته بسبب برنامج القناة الفرنسية الثانية؟

د. الشرايبي طبيب كفؤ، إلا أنه يغالي ويزايد في قضية الإجهاض، ودواعيه في الكلام هي إيديولوجية أكثر منها طبية. وقد تحول إلى عراب للوبي يستفيد من ريع الإجهاض، وإلى أربب سباق للجهات المعلومة في هذه المسألة. إقالته في رأيي قدمت خدمة له، لأنه خالصته من تجاهل الناس لدعوته وعدم ائتمانهم بها. ونفعته لكي يظهر في صورة المخطئ الذي يناضل لغاية ما، وهذا ما قد يتخلل على البعض. لذلك أرجو أن تركز على مضمون أطروحته.

■ لكن الآتون أن تقنين الإجهاض سينزع عنه كمرحلة أولى طابع السرية، وسيجعل هذه الممارسة بعد ذلك مقبولة ومألوفة من طرف المجتمع؟

حتى لو تم تحريم الإجهاض، فسيظل محافظا على طبيعته الجرمية والأخلاقية. فقانونية الفعل أمر، وكنته وحقيقته أمر آخر. إن تقنين الإجهاض لن يجعل منه ممارسة مقبولة، ولن يجعله يجري في واضحة النهار. كل إجهاض عمدي دون مبرر شرعي، قانونيا أو غير قانوني، هو دائما إجهاض سرّي. هو سر يكتمه الطبيب والحامل وبقية الأطراف المعنية، لأن إيمان الطبيب والمریضة بشرعية الخدمة الطبية وأخلاقيتها، وهل تدخل في خانة الخلال أم تندرج في خانة الحرام، هو ما يرفع عنها طابع السرية. فهل يعتقد المناصرون للإجهاض أنه إذا تم تحريمه سيقوم أب في الغد الذي يلته باصطحاب ابنته لأجل إجراء إجهاض أو أن امرأة أجهضت عمدا سيعودها الناس والأقارب، كما هو الحال لو خضعت لعملية استئصال المرارة أو الزائدة الدودية؟

■ استنادا إلى كل ما ذكرتم فهل هذا الأمر يظل ممكنا في المستقبل؟

يتطلب حصول هذا التحول شعبا آخر غير الشعب المغربي، ففئات أخرى لن تجد تربتها في بلادنا. بل يستدعي انسلاخا حضاريا كاملا. كل ما سبق هو أن أطباء وقانون من الإجهاض سيصبحون يمثلي عن المشاورة القانونية عن اقتراحهم لفعل لا أخلاقي يتنافى وقسم «بوقرط»، الذي يؤكد على ضرورة احترام الحياة في كل مراحلها، وسيصبح بإمكان أي فتاة أن تجهض دون علم من عائلتها. أي أننا سنؤسس مجتمعا جديدا مغايرا تماما.

■ نريد الآن أن نناقش الحالات الثلاث التي ركز عليها لقاء وزارة الصحة، ما رأيك أولا في إجهاض حالات الاعتصاب ورتنا الحارم؟

هناك من يرى أنه إذا أبيع الإجهاض في مثل هذه الحالات سيسعاق الطرف البري، ويخلي سبيل الطرف الذئب بسبب محو نتيجة وأثر الجرم. والله تعالى يقول: *أولاً تزر وازرة وزر أخرى*. كما أن ذلك قد يزيد حالات الاعتصاب ارتفاعا. ما دام الإجهاض متاحا، تم أن هناك صعوبة تحديد حالات الاعتصاب خصوصا إذا اتخذ أبعاد الاعتصاب ذريعة قصد الخضوع للإجهاض، وتم إدراج كل حالات الحمل غير الشرعي في هذه الخانة، حتى عندما يكون ناجما عن علاقة غير شرعية لا غير. فكل من تريد الإجهاض ستقول إنها كانت ضحية اعتصاب. وهذا إذا تم تقنين الاعتصاب بين الزوجين كما تسعى إلى ذلك بعض المنظمات سيسبب من القانوني إجهاض الأجنة في إطار مؤسسة الزواج بدعوى الاعتصاب. إنها متولية هندسية رهيبية من القوانين لا تدري إلى أين ستقودنا.

وكذلك في حالات الاعتصاب ستطرح إشكالية الإجهاض في وقت مبكر، فإثبات الاعتصاب الذي تترتب عنه جزاءات قانونية قاسية يتطلب مساطر قانونية معقدة، والحمل لا ينتظر بل يتطور، فكيف يمكن تنظيم وتنسيق كل هذه الأمور؟ وما هي تكلفة كل هذا؟ ما سبق هو أنه سيتم إجهاض من اعتصبت وهي حالات قليلة وإجهاض من أقامت علاقة برضاها، ولهذا ينبغي تغليب المقاربة الوقائية لا غير.

■ كيف ذلك؟

الأرقام ليست مبررا للتطبيع مع الأزمات والظواهر السلبية هي رصد وتنخيص لحجمها فقط وليست دافعا لتتشرعها فهل إذا ارتكب 1000 مغربي جنحة السرقة والرتنوة يوميا سيكون ذلك أيضا مبررا لإصدار قانون لتحرير الرنتنوة والسرقة؟

المالعة في قتل الإجنة، واحتما كثيرة بسبب الفتن أو شهية التنويع فقط هذا يقتضي تجسير المستشفيات أولا بالوسائل الطبية والخيرية للتأكد من أن الجنين مصاب بأمراض جينية غير قابلة للعلاج. وهناك الكثير من النساء دفع أطباؤهم بأن الجنين سيولد ضعيفا ومريضا بسبب إصابتهم بأمراض عائلية. لكنه ولد سليما معافى. ثم إن النساء يختلفن في درجة استعدادهن لتقبل التشوهات الخلقية للجنين. فهناك من تقبلن شوها خلقيا كبيرا وتعتبره قضاء وهدرا وتشتد جحنيها. وهناك من لا تقبلن ولو عيبا خلقيا بسيما لن يؤثر على صحة جنينها. وتستعفي للإجهاض وهذا ما أشار إليه العلامة مصطفى بجمرة من أن الإجهاض بسبب التشوهات الخلقية هو في الغالب دونها جينية ومزاجية لا غير. ونحن نواجه في حياتنا أمة على هذه أمة أفقت ثم كيف توصل فقها ودينا وفلسفا لسلطة الطبيب والآل في أن يقررنا بقاء هذا الجنين وإسقاطه. ثم من يضمن أن لا يمتد هذا التطرف الفكري إلى المطالبة غذا بتجنحة كل الإرتخاض غير الأنوية بدوى أنهم يشككون عالة على سرهم والجماع كما أن هذه الممارسة شاهدة التطرف المالعة غذا بتضريح القتل الرحيم داخل المستشفيات. وهذا مرفوض أيضا.

■ هل أنت ضد التعريف الذي تعطيه منظمة الصحة مفهوم الجنين؟
لا، إذا هم من يقولون كلمة حق يريدون بها إبلا منظمة الصحة تتحدث عن الصحة العامة، من حين أن الحمل لا يندرج في إطار الصحة العامة، هو حالة بين المرض والصحة العامة، منزلة بين المخلوقين. إن الحمل لمرض أعباء جديدة على جسد المرأة، وترافقه تغيرات هرمونية ونفسية ومزاجية معروفة منذ الأزل. ولذلك عندما نتحدث عن مفهوم الصحة العامة يجب أن نستلكر الحمل إذا لا يمكن تصور الحمل دون أعباء عضوية ونفسية واجتماعية. هو طبيعته ليس صحة عامة. وهذا ما أشار إليه الله تعالى حيث قال في كتابه الكريم ويوصينا الإنسان بامه حملته كرها على كره وفضاله في عامين. في هذه الحالة عندما تكون المرأة متفافة نفسيا من الحمل يكون كل الرهان على الطبيب. فإذا كان من حظنا أن الطبيب ممن بقسوس الجنين في الحياة فإنه يعفها بالاحتفاظ به. وإن كان مستقبلا بهذا الحق فإنه يهون عليها فعلتها بالنسبة لي انحصها بالصدى واجهلي ترى خلفان



العيوب الخلقية التي تجعل الجنين غير قابل للحياة في هذه الحالة نعلم الزوجين بحالة جنينهما، وبانه غير قابل للحياة بعد الولادة. هنا تنتفع المواقف: فهناك من الأنبياء والحوامل من لا يرى فائدة في استمرار الحمل وسط الجهاض. وهناك من ينتظر حلول موعد الولادة دون أن يتدخل من خلال إجهاض عمدي بالمسحة في التصرف وفق الطريقة الثانية حيث اقدمشروحات وأمة واساعد الحامل على تقبل الوضع وانتظار الولادة ولا تدخل إلا في حالة ما إذا ظهر في هذا الحمل قد أخذ بشكل خطرا جديا وحقيقيا على صحة الأم. وقد اجترأنا كل مدة الحمل بامهات حوامل باعثة سبون دماغ وكفن سعديات. لأنهن لم يجهنن. وهذا، تطور الحامل وصحتها وكذا الطبيب على عدم الإستخفاف بالحق في الحياة. أما بالنسبة للأطفال المتولدون فأغلب الجنين يرون دائما الاحتفاظن باجنهنن. هذا ما نلتمسه على أرض الواقع.

■ هل أنتم على الأقل تتفقون على إجهاض الجنين إذا كان استمرار الحمل يهدد صحة الحامل؟

فطالون بالحياة لعناة الجرمين. ولا يرون أن المستودق قد منع نهائيا كل محاولة لتحرير الإجهاض بدوسترته للحق في الحصاد. فيريدون الإجهاض على جنين بريء وضعيف من الواجب أن يكون هو الأولى بالحماية في رحم أمه. وحتى إن كان هناك اختلاف حول التخصيص القانوني للجنين في مراحله الأولى، هل هو كائن أم مجرد خلايا، فإنه لا أحد ينكر أن الحياة تبدأ عندما يتم تلقيح البويضة وتخصب بمجرد اتحاد الخلايا المخصصة للحمل والمرأة لحظة الإخصاب، أي في تلك الساعات الأولى للحمل. يمكن الأمر جديرا. والمستودق لا يحتفظ على الحامل، إلا يستحق هذا الجنين أن يتصلوا من أجل حياته، ثم الدين تطبقوا وتنفقوا في إمداد حوامل جديد من حقوق كالحقوق السياسية والاجتماعية والاقتصادية والتعليمية والجنسية ولم يجدوا، ولم يمدد تكفيهم الحقوقي في هذا إلى الدفاع عن حق الجنين في الحياة طبقا للمستودق.

■ ما هو في رأيكم التوجه العام للنساء، والتوجيه بخصوص تسمية الإجهاض؟



هناك مخططون دوليون يدربون هؤلاء الأتباع بكل الأصقاع على المرافعة لأجل الإجهاض

هذه الأرقام ترفع تكتيكيا من سقف المطالب شيئا فشيئا. وهي تخفي مرماها البعيد الاستراتيجي الذي هو إباحة الإجهاض، أو تعلقه عاريا أحيانا حسب تقلبات الطقس السياسي والاجتماعي ونوع المخاطبين. وقد لمسنا كيف تصوغ هذه الدعوة أحيانا أهدافا مرحلية يكون قبولها ممكنا. كان تدفع بكونها تدعو لتحرير الإجهاض مناهضة الإجهاض السري فقط. وأنها تريد موازنة مع تحريره تعميم الثقافة والتربية الجنسية على الشبان والشابات للوقاية من الإجهاض. وأنها مع الإجهاض فقط في بعض الحالات المدودة كالاغتصاب وزنا المحارم وتشويه الجنين وحين تكون صحة المرأة في خطر. دون أن ينسى هؤلاء أن يدسوا الوضعية النفسية وحتى الاجتماعية للمرأة ضمن لائحة هذه الأخطار، مع ما يحتمله ذلك من تاويلات فضفاضة، جعلنا في النهاية وبكل بساطة أمام تشريع الإجهاض العمدي وإباحتها.

وهذا ما يقع الآن في المغرب، ثم يقومون بالمطالبة بتشريع وطني عبر إثارة نقاش عمومي يتحكمون جيدا في فضاءاته وخطوطه. إنها نفس الحكاية تتكرر من بلد لبلد، بل هناك تنسيق عابر للقارات بخصوص هذه المسألة وهناك مخططون دوليون يدربون هؤلاء الأتباع بكل الأصقاع على المرافعة لأجل الإجهاض.

■ إن في رأيكم هذا هو نفس السيناريو الذي يتم تنفيذه بالمغرب؟
نعم فالدعوة لتقنين الإجهاض وتحريره بدأت منذ ما يربو على 6 سنوات، وهي تستنسخ نفس الأسلوب. تعتمد على التكرار والإلحاح واستثمار بعض الماسي الخاصة والتي لا ينكر وجودها أيضا استدرازا لعطف الناس ثم بدأت تضخم الإحصائيات التي هي من وحي الخيال وتنفخها فمن 400 إلى 600 إلى 1000 حالة يوميا ثم بدأت من خلال ترويج

■ هل يمكنكم أن تفككوا لنا عناصر الخطاب المناصر للإجهاض وبناءه النظري، وكذا أهم ملامح استراتيجية هذا التيار في الترويج لأطروحتهم؟
هذا سؤال مهم، فالداعون للإجهاض من كل دول العالم يتهجون نفس الاستراتيجية لاستصدار قانون يسمح بالإجهاض لكل من ترغب فيه من مواطناتهم. يشرعون أولا فيما يعتبرونه تحسيسا للرأي العام، من خلال حالات اجتماعية معزولة تستدعي الشفقة والتعاطف ينتقونها بحرفية بالغة، ثم يرددون بعد ذلك بعض الأرقام التي تشير إلى هول الظاهرة وإلى تفاقمها، ليصوروا الإجهاض في عيون عامة الناس ولدى دوائر القرار السياسي وكأنه مطلب شعبي ملح، لا مباح من الرضوخ له، وبالتالي استعجابية تعديل القوانين الوطنية، وغالبا ما يطلقون تصريحات تمويهية وإشارات طمأنة خادعة لمن يعتبرونهم جيوب مقاومة، كان يرددوا مثلا أنهم يحاربون الإجهاض السري فقط.



■ هل الإجهاض الذي يجري في وسط طبي يكون آمنا وخاليا من المضاعفات؟

هذا الإجهاض يسمى عمديا، وهو على عكس الإجهاض التلقائي يكون إراديا ولأسباب غير طبية، ورغم أن عددا من الدول ادمجت في قوانينها، فإن ذلك لم يسهم في تغيير النظرة إليه وتطهيره في عيون الناس.

يتم هذا الإجهاض دوائيا من خلال تناول بعض العقاقير تستحث النزيف للفظ الجنين خارج الرحم، أو جراحيا من خلال تقنية الشفط أو كحت الرحم. حيث يتم أحيانا تقطيع الجنين بالمقاط وقلبه بنبض بالحياة. والداعون للإجهاض الإرادي يغلطون الحديث للناس عن المضاعفات الخطيرة لهذه الممارسة على الصحة النفسية، والعضوية للمرأة حيث قد يؤدي للوفاة بسبب النزيف الحاد أو بسبب عواقب التحدير، وإلى حدوث أضرار بليغة بالجهاز التناسلي للمرأة، كتوسع عنق الرحم، والتضاقات للرحم، وانسداد قنوات فالوپ، مما يؤدي بحضوية المرأة نهائيا. وهذه الحالات نعانيتها في المستشفيات يوميا لدى نساء خضعن لإجهاض عمدي داخل العيادات والمصحات. بل هناك من الأزواج من قاموا بعملية إجهاض واحدة فقط ثم لما قرروا الإنجاب لم يتمكنوا من ذلك رغم إنفاقهم لأموال طائلة لدى عيادات الإنجاب المدعوم طبيا.

■ هل هناك مضاعفات نفسية للإجهاض العمدي؟

من خلال التجربة، نلاحظ أن المرأة لا تتقبل نفسيا فتلت الإجهاض التلقائي أو موت الجنين الذي يحدث قضاء وقدرًا. تظهر عليها علامات توتر وحزن واكتئاب، فكيف يكون حالهن عندما يكن هن من برمج موت الجنين، وسعين للإجهاض العمدي، سواء بوجود قانون أو بدون، المؤكد أنهن يعشن صدمة نفسية مضاعفة، قد تمتد لسنوات، وذلك على شكل اضطرابات مختلفة. فقد تشعر المرأة باللاجؤ وبالفراغ القاتل. وقد تهتز ثققتها ونظرتها كثيرا إلى نفسها. وهذه المشاعر قد تنعكس سلبا على محيط المرأة حيث تصيب عواها الزوج والأطفال.

لذلك فأغلب النساء يتحولن إلى راضيات للإجهاض فور إجرائه. ويحكين عنه فيما بعد ذلك بوصفه تراجديا. فعقدة الذنب تظل تقطعن كالمسكين من الداخل، بل إن إحدى المجبضات صرحت: "لقد ظلت ابكي طفلي الذي اجهضت كل ليلة لمدة 30 سنة. وإذا كنت أتمنى أن تعود عقارب الساعة للوراء فلكي أحصل على ذاك الطفل من جديد".

■ إذن أنتم ضد قيام المستشفيات العمومية بعمليات الإجهاض؟

للمستشفيات العمومية هموم وشجون أخرى أين منها الإجهاض الذي يريده البروفيسور الشرايبي إضافة لمهامها. مهمة المستشفيات العمومية الحفاظ على الحياة لا وإها. فهل يعتقد الداعون للإجهاض أن الأطباء سينخرطون وسيؤيدون مثل هذه الممارسة بمجرد تقنينها. الأمر يتعلق بقناعات تدور حول معنى الحياة والكون ودور الإنسان.

والأطباء وخصوصا أطباء النساء والولادة الذين يعاينون معجزة الحياة كل يوم، لهم أيضا مشاعر إنسانية وقلوب وقناعات. ليسوا بالأت يمكن أن تضغط على أزرارها لتشتغل. وحتى في الدول العلمانية التي شرعت الإجهاض تترك للطبيب حق رفض إجراء الإجهاض إذا أراد. حتى إذا فعلنا نفس الشيء تصوروا معي أي مآهات سترج فيها مستشفياتنا؟ طبيب يقبل بإجراء الإجهاض، وآخر ينظر إليه بعين الريبة، وعلى أنه قد حاد عن رسالة الطب. جمعيات وجمعيات مضادة. اصطفاة وانقسام حاد، وأجواء مشحونة طبيا ليس فقط داخل المستشفى، بل حتى في المحيط الحضري الذي يتنفس فيه هذا المستشفى. أي صورة تبقى لهذا المستشفى؟ فمن جهة يأتيه الناس تشبها بالحياة، ومن جهة أخرى يتم فيه واد الحياة. لا أريد التفكير كثيرا في مثل هذه السيناريوهات، إنها سيناريوهات مرعبة ومفرفة.

يحرص الداعون لتحرير الإجهاض على ضم بعض أطباء النساء والولادة لجمعياتهم، لتوظيفهم كشهود يستصرون بهم هذا القانون وإضفاء نوع من الشرعية العلمية المفقودة لمطلبهم. إلا أن الأغلبية الساحقة منهم بمن فيهم أولئك الذين يمارسونه داخل عياداتهم لا يتبنون موقفا مدافعا عن الإجهاض. بل إن هؤلاء الأطباء بلجؤون للتخصص في الإجهاض لأنهم لا يستطيعون تخصصا غيره ولأنهم يبحثون عن الربح السريع ثم إنهم ينتهون دائما في آخر مسارهم إلى الإقلاع عن هذه الممارسة، بسبب وخز الضمير والعذاب النفسي الذي يرافقها. وبسبب وقوفهم عن كتب على همجيتها ووحشيتها ولاإنسانيتها ومضاعفاتها الخطيرة.

■ هل لكم علم برأي الهيئة الوطنية للأطباء بخصوص هذه المسألة؟

الدكتور الحسين المعوني، رئيس الهيئة كان دائما واضحا، فالقانون المنظم للهيئة يحظر عليها الدخول في نقاشات ذات اعتبارات دينية وسياسية. يبقى مجال الحوار مفتوحا إذن داخل الجمعيات الطبية والعلمية. وفي كل الأوساط الدينية والسياسية والحقوقية... إلخ.

■ ما رأيك في إجهاض الحامل التي يفوق سنها 45 سنة ولها أولاد، كما يدعو إلى ذلك البروفيسور الشرايبي؟

مثل فتلات اللسان هاته هي التي تظهر أن مقولة محاربة الإجهاض السري، التي يتقنع بها هؤلاء ما هي إلا ستار يخفي الهدف البعيد الذي هو إباحة الإجهاض لكل من ترغب فيه: اليوم يتحدثون عن عتبة 45 سنة ثم بعد سنة سيقولون 40 سنة، وهكذا ذواليك حتى نجد أنفسنا واقعا أمام 26 و20 سنة وإجهاض التلميذة والقاتل... إلخ حتى يعود الناس وقد قال الشاعر قديما: لكل امرء من دهره ما تعودا...

لماذا 45 سنة؟ لأنه يعتقد أن هذه المرأة لم تبرمج حملها. أو أنها خدعت بسبب انقطاع العادة الشهرية التي قد تكون فسرتها بحلول سن اليأس. ولأنه يعتبرها امرأة مسنة لا تستطيع التكفل بالطفل المقبل. وبما أن نسبة التشوهات ترتفع بارتفاع سن المرأة فقد أعطى الضوء الأخير لإسقاط كل هؤلاء الأجنة بنسبة التشوه فقط وللعوامل التي ذكرنا. هذا هراء وهذيان، خصوصا وأنا غالبا ما نشخص الحمل متقدما عند أولئك النساء بالصدفة، بسبب اعتقادهن أنهن ركن إلى اليأس. والإجهاض ليس وسيلة من وسائل منع الحمل. نفس البروفيسور إذا استدعته جمعية نسائية لمحاضرة حول سن اليأس لصرخ بالحقيقة العلمية، وهي أن المرأة في سن 45 سنة مازالت في ريعان الشباب وقادرة على العطاء والتكفل بنفسها وبغيرها ولمدة 30 سنة أخرى.

ثم إنه يمنحها الحق في أن تجهض أو لا داخل المستشفيات العمومية، كان الأطباء هم رهن إشارة هذه المرأة. فإينما كانت رغبتهما يكون الرأي الطبي؟ وكاننا الطبيب قد عاد بائع خدمات لا صاحب رسالة نبيلة تقديس الحياة وترتقي بالكرامة الإنسانية؟. إنني أتساءل، هل تمت استشارة الجسم الطبي قبل بلورة مثل هذه الاقتراحات الغريبة؟. واتساءل هل يعتقد المسؤولون أن البروفيسور الشرايبي يمثل لوحده الرأي العلمي في هذه المسألة. إنه لا ينطق علما بل ينطق إيديولوجيا. إذا فتحنا هذا الباب فلن يغلق أبدا، إن لماذا نستجيب لمن يفوق سنها 45 سنة ونغفل طلب أخرى ذات 20 أو 26 سنة لم تبرمج حملها كذلك. عندما تتكافأ الظروف والدواعي، يجب أن نحظى بنفس المعاملة القانونية. لذا سيصبح لزاما إجهاض كل من ادعت أن حملها غير مبرمج. وإن كل هذا رهيب جدا لأنه يؤدي إلى تسليع الإنسان.

هل يستطيع الإسلاميون والعلمانيون التوافق حول الإجهاض دون تحكيم الملك؟

مصطفى الكمري

لا أدري لماذا كلما طفت على سطح النقاش المجتمعي، قضية تستدعي الحسم بما يحقق مصلحة البلاد والعباد، إلا واستل (الإسلاميون) سيوفهم ورسوا صفوفهم، وهللو وكبروا، وكأن الأمر يتعلق بحرب مقدسة، مجبرين على خوضها إعلاء لكلمة الله.

هذا السؤال ما انفك يفارقني، طيلة الأيام الماضية، حين تحول "الإجهاض" إلى موضوع الساعة، وحديث المجالس الخاصة والعامة، خصوصا بعد أن تدخل الملك على الخط واستقبل يوم الاثنين 16 مارس 2015، بالقصر الملكي بالدار البيضاء، أحمد التوفيق وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية، ومصطفى الرميد وزير العدل والحريات، وإدريس اليازمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وهو الاستقبال الذي أريد له أن يؤسس لانطلاق حوار وطني واسع لتدارس موضوع "الإجهاض" من كل النواحي، والخروج بمخالفات وتوصيات لكيفية التعامل مع هذه الظاهرة في مستقبل الأيام، سواء بالمنع والتجريم بصفة مطلقة، أو بالتقنين حسب حالات محددة، أو بجعله متاحا لكل امرأة تريد ذلك طالما أنه لا يوجد أي مانع طبي يهدد حياتها وبحول بينها وبين ذلك.

والحقيقة أن الأمر اتخذ منحى عبثيا، حين راح (الإسلاميون) يتهمون (العلمانيين) بإثارة نقاش يعاكس طبيعة المجتمع المغربي المسلم، وأهم في ذلك مدفوعين بأحداث غريبة تحاول طمس الهوية الإسلامية للبلد، متناسين أن النقاش حول "الإجهاض" انطلق أصلا من بيت الحكومة ممثلة في وزارة الصحة التي لا تستطيع الإتيان بمكذا خطوة دون مصادقة مجلس الحكومة عليها، وهي الحكومة التي يقودها حزب العدالة والتنمية (الإسلامي). فصدق من قال: "إنها لا تعمي الأبصار ولكن تعمي القلوب التي في الصدور". ولا ضير أن تكون حكومة بنكيران هي من بادرت لطرح موضوع "الإجهاض" للنقاش، من خلال تنظيم وزارة الصحة للقاء وطني يوم 11 مارس 2015 بالرباط، وهو اللقاء الذي استدعت له فقهاء ودعاة وعلماء اجتماع وأطباء وأطرا علمية من مختلف التخصصات، لأن المهم ليس من يقف وراء الدعوة بقدر أن المهم هو الأسباب التي تقف وراءها، والتي تجعل من فتح النقاش في الموضوع أمرا ملحا لا يحتمل أي تأجيل.

فوفقا لشقيق الشرايبي رئيس الجمعية المغربية لمحاربة الإجهاض السري، فالمغرب يشهد يوميا ما يقارب ألف عملية سرية للإجهاض، مع ما يشكل ذلك من خطر على صحة النساء الراغبات في التخلص من حملهن، وما يعنيه ذلك من استغلال للعشابة وللمشعوذين ولبعض الأطباء المنعدي الضمير، لمعاناة هاته الفئة من النساء التي اضطرتها ظروف لا يعلمها أحد سواهن، لسلوب طريق الإجهاض السري المخفوف بالمخاطر. ولعل هذا الرقم المخيف، كفيلا لوحده يجعل أي صوت يعلو بالاحتجاج رفضا لفتح باب النقاش أصلا، يخرس مرة واحدة وللأبد.

وكم كانت صدمتي كبيرة حين قرأت رأي الشيخ أحمد الريسوني، في موضوع الإجهاض، حين صور الأمر في مقال نشره في موقعه الإلكتروني يوم السبت 14 مارس 2015، وتناقلته مختلف الصحف والمواقع الإخبارية، وكأنه معركة بين (إسلاميين) يريدون تحصين الفروج وتشغيل الأرحام، و(إجهاضيين) يريدون تحريم الفروج وتعطيل الأرحام. فناهيك عن عبارات الحرب والمعارك التي لا تليق لوصف حوار حضاري من المفترض أن يتم بين أبناء الوطن الواحد، بمنتهى الحب والاحترام في كل القضايا التي تم الشأن العام، فالمقال تضمن محاكمة للنوايا وتفتيشا في السرائر، حيث أن الشيخ الريسوني قال أن (الإجهاضيين) كما سماهم، ملتون ومدلسون لأن هدفهم الحقيقي من وراء ذلك، هو تحريم الجسد وتكريس الحق في النشاط الجنسي الحر، وهو الشيء الذي جعل الشيخ الريسوني يسقط في تعارض فح مع نصوص قرآنية وأحاديث نوبية تنهى عن سوء الظن وتأمرا بالابتعاد عن التفتيش في النوايا، من قبيل قوله تعالى: "يا أيها الذين آمنوا اجتنبوا كثيرا من الظن إن بعض الظن إثم"، ومن قبيل قوله (ص): "إنما الأعمال بالنيات وإنما لكل امرئ ما نوى".

لكن صدمتي ازدادت حين عاد نفس الشيخ ليخط على موقعه يوم الاثنين 16 مارس 2015، تدوينة قصيرة تضمنت تحريضا مبطنا على قتل كل من يناصر الإجهاض، وها هو الشيء الذي استفز كل من قرأها، لدرجة جعلت العديد منهم يطالبون النيابة العامة بتحريك مساطر المتابعات القانونية في حقه، بتهمة تكدير السلم العام والتحريض على القتل.

وما يحز في النفس أننا طالما اعتقدنا أن الشيخ الريسوني عالم مقاصدي، يتهج منهج الوسطية والاعتدال، ويدعو للمحبة والتسامح، لتسقط تلك الصورة الجميلة مع توالي الامتحانات والاختبارات، ولتبقى أمامنا صورة لرجل شرير عوض أن ينقل تسامح المغرب للمشرق الغارق في الدم، نجدته يجتهد لينقل للمغرب تعصب المشرق وحرابه، وكأنه أحد "الدواعش" المتعطشة لنشر الدمار والخراب.

لذلك فما علينا سوى أن نصم آذاننا عن الآراء الشريرة، وأن نقاش موضوع "الإجهاض" بكل الحب والاحترام الذي يفرضه علينا انتماؤنا لنفس البلد ورغبتنا الصادقة في العيش المشترك تحت سمائه، وبعد ذلك فما علينا جميعا سوى الالتزام بما سينتج عن الحوار الوطني من خلاصات وتوصيات. وكم سيكون الأمر رائعا لو أن الفرقاء أبدوا نضجا يقودهم في النهاية للتوافق على رأي واحد، دون الحاجة إلى تحكيم الملك كما حدث ذات يوم، حين اشتد الخلاف حول مدونة الأسرة بين (الإسلاميين) و(العلمانيين).

<http://www.allpress.pro/dossiers-speciaux/299081/%D9%87%D9%84-%D9%8A%D8%B3%D8%AA%D8%B7%D9%8A%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D9%88%D9%86-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%84%D9%85%D8%A7%D9%86%D9%8A%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%88%D8%A7%D9%81%D9%82-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%AC%D9%87%D8%A7%D8%B6-%D8%AF%D9%88%D9%86-%D8%AA%D8%AD%D9%83%D9%8A%D9%85-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%84%D9%83%D8%9F.html>

اختتام أيام المهرجان الدولي للرحل بامحاميد الغزلان 2015

23 مارس، 2015 كلامكم

اختتمت بجماعة "امحاميد الغزلان" أشغال المهرجان الدولي للرحل في نسخته 12 بدعم من عمالة إقليم زاكورة بالمغرب، وتحت شعار: "رحل إفريقيا بين التنوع الإقليمي و الثقافة المشتركة، أية آفاق".

المهرجان الذي نظمته جمعية رحل العالم في الفترة الممتدة من 13 إلى 15 مارس 2015، شهد حفل اختتام كبير بمشاركة مجموعات غنائية مشهورة على الصعيد الوطني والدولي، كفرقة ديبا ديمبا من مالي والفنان الحساني مصطفى الكمراني ومجموعة اتحاد الصغير.

وشهد مسرح "امحاميد الغزلان" المفتوح أمام العموم وفي الهواء الطلق، تفاعل الساكنة والسياح الأجنب مع كل المعزوفات الغنائية التي صدحت في المكان..

وعرفت مختلف فقرات سهرة الاختتام مشاركة مجموعات موسيقية أخرى محلية، ك"أجيال محاميد" المجموعة الغنائية المكونة من عدد من شباب المنطقة، حيث قدمت ألوانا غنائية تفاعل معها الجمهور..

تجدد الإشارة أنه منذ افتتاح المهرجان شهد شقه العلمي المؤطر من طرف جمعية نبتة ماروك نجاحا كبيرا بمشاركة ثلة فريدة من الاساتذة الباحثين و الاخصائيين، كما شهدت منصته مشاركة فنانين مرموقين على الصعيد الوطني والدولي، كعائشة تشنويت، ومحمد ولد شيغالي من موريتانيا وفرقة إيذا من النيجر وفرنسا والجزائر، وفرقة بمدح للطرب الحساني امنات عيشاتة، وعدد كبير من الفرق المحلية.

كما شهدت أيام المهرجان أيضا سباقا للهجن والهوكي على الرمال وكيفية إعداد خبز لفطير على الرمال...

فيعد مرور 11 دورة طبع هذا المهرجان الذي علا صيته في الجنوب الشرقي للمغرب ليشمل أرجاء المعمور، والذي جعل من جماعة "امحاميد الغزلان" القروية ذات 8000 نسمة، وجهة سياحية لرحلة تجمع ثقافات العالم،

هذه الفقرات المتنوعة سهر على دعمها بشراكة مع جمعية رحل العالم، كل من عمالة إقليم زاكورة، جهة سوس ماسة درعة، الوكالة الوطنية لتنمية مناطق الواحات والأركان، وزارة الثقافة، مؤسسة البنك الشعبي، المكتب الوطني للسياحة، المجلس الوطني لحقوق الإنسان، المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، داري كوسبات..

جماهير وساكنة وزوار امحاميد الغزلان أعربوا عن امتنانهم الكبير لمنظمي المهرجان الدولي للرحل لما يحمله من أهداف إنسانية جعلت من المكان فضاء وفرصة لتبادل الخبرات والأفكار بين مختلف الحاضرين من شتى بقاع العالم وسط جو من الإخاء والمحبة والتعاون..

<http://klamkom.com/%D8%A7%D8%AE%D8%AA%D8%AA%D8%A7%D9%85-%D8%A3%D9%8A%D8%A7%D9%85-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%87%D8%B1%D8%AC%D8%A7%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D9%8A-%D9%84%D9%84%D8%B1%D8%AD%D9%84-%D8%A8%D9%80%D8%A7/>

الإجهاض السري وراء وفاة 13 في المئة من المغربيات

22 مارس, 2015

محمود معروف

انقسم المغاربة حول الموقف من «الإجهاض» وتقنيته نظرا لتداخل العامل الديني مع حقوق الإنسان وحق الحياة والموقف الصحي حفاظا على حياة الأم، وارتباط كل ذلك بمسألة الحريات الشخصية، ليعيد للبلاد مشهدا عرفته 2001 حين انقسم المغاربة حول مقترح للحكومة بإدماج المرأة.

كما تدخل العاهل المغربي الملك محمد السادس 2001 وشكل لجنة برئاسة محمد بوستة لاعداد مدونة قانون الأسرة، تجمع الآراء وتوفيق فيما بينها، كلف 3 شخصيات رسمية لاعداد مقترح حول تقنين الاجهاض.

واستقبل الملك، الاثنيين الماضي في القصر الملكي في الدار البيضاء، كلا من المصطفى الرميد وزير العدل والحريات، وأحمد التوفيق وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية وإدريس البرومي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكلفهم بالانكباب على اعداد أفكار حول هذه المسألة.

وذكر بلاغ للديوان الملكي أن هذه الاستقبالات تندرج في إطار التفاعل والتجاوب الملكي الدائم مع انشغالات المواطنين ومختلف الفعاليات الوطنية، بخصوص القضايا المجتمعية الراهنة، ولاسيما منها إشكالية الإجهاض السري، وذلك في إطار احترام تعاليم الدين الإسلامي الخفيف والتحلي بفضائل الاجتهاد، وبما يتماشى مع التطورات التي يعرفها المجتمع المغربي وتطلعاته، وبما يراعي وحدته وتماسكه وخصوصياته.

وأضاف البلاغ ان الملك وجه الوزيرين ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان الانكباب على تدارس هذا الموضوع، الذي صار قضية طيبة بامتياز، وإجراء لقاءات واستشارات موسعة مع جميع الفاعلين المعنيين وتلقي آرائهم على اختلافها بالتنسيق والتعاون مع المجلس العلمي الأعلى بشأن التداول حول مختلف الآراء والتوجهات، ورفع اقتراحاتهم له خلال شهر.

وقال وزير العدل والحريات مصطفى الرميد، إن الملك محمد السادس أعطى تعليماته لصياغة نص قانوني حول قضية الإجهاض السري يأخذ بعين الاعتبار التطورات الجارية وتعاليم الشريعة الإسلامية بتشاور وتنسيق تام مع مختلف الأطراف المعنية وأن الملك شدد على «أنه لا يجوز تحليل الحرام ولا تحريم الحلال».

وأضاف «حينما نقول الاجتهاد في إطار الشرع الإسلامي، فهذا لا يعني أن نفتح الباب على مصراعيه، أو نغلق الباب أمام كل الحالات الضرورية للإجهاض».

وقال البروفيسور الحسين الوردى، وزير الصحة المغربي، أن ظاهرة «الإجهاض السري إشكالية مجتمعية، نظرا لكلفتها الاجتماعية العالية، وكذلك الطبية والمالية، كما أن التطرق إلى موضوع الإجهاض يحدث خلافا كبيرا داخل مختلف مكونات المجتمع، بين مؤيد ومعارض، باعتباره موضوعا حساسا، يمس الضوابط الشرعية، والحق في الحياة، وحقوق الإنسان المتعارف عليها دوليا».

وأوضح خلال الحوار حول اقتراح تعديل القانون الخاص بالإجهاض، الذي نظمته الجمعية المغربية لمحاربة الإجهاض السري، إن «فتح نقاش هادئ ورضين حول إشكالية الإجهاض ضروري، ويجب أن يتم في جو منفتح، يأخذ بعين الاعتبار كل الجوانب، سواء منها الديني، أو القانوني، أو الطبي، أو الاجتماعي، أو الأخلاقي، أو الثقافي» وأن «النقاش مهما طال سوف يكون بناء، لإيجاد حل تقبله كل مكونات المجتمع، وسيساعد على التقدم، سواء على المستوى القانوني والحقوقى والاجتماعي».

وأكد الوردى أنه «لنجاح هذا الحوار يجب أن تتعد كل الأطراف عن التشدد في المواقف، وعن عقلية الإلغاء، ومناقشة الأفكار بعيدا عن أي تشنج، للوصول إلى الفهم المشترك لمجموعة من النقاط سيسمح بالمضي قدما نحو تبني حلول لهذه المعضلة».

<http://www.okhbir.com/?p=30583>

ودعا رئيس جمعية «قانون وعدالة» إلى ضرورة تعديل فصول القانون الجنائي «الفضفاضة» وقال رضا أولامين أنّ فصول القانون الجنائي عندما تكون فضفاضة «فهذا خطير» حيث أن 13 في المئة من النسبة الإجمالية لوفيات الأمهات في المغرب تنجم عن الإجهاض السري، وأوضح «لم نصل في المغرب إلى المطالبة بالإباحة المطلقة، لكن هناك حالات يجب أن يُرخص لها بالإجهاض».

وقال شفيق الشرايبي، رئيس الجمعية المغربية لمكافحة الإجهاض السري إنّ عدم تقنين الإجهاض يجعل صحة النساء اللواتي يلجأن إليه «في خطر» حيث أنّ نسبة وفيات الأمهات في البلدين الإفريقيين اللذين يُبيحان الإجهاض (تونس وجنوب أفريقيا)، تقلّ عن نظيرتها في البلدان التي تحرمه.

وشبّهت فاطمة المغناوي، عن ائتلاف الحق في الصحة في المغرب، النقاش الدائر حول الإجهاض بالنقاش الذي فتحته الجمعية المغربية لمحاربة «الأيدز» حول العازل الطبي قبل سنوات، والذي وُوجه بمعارضة من قبل بعض رجال الدين المتشددين، والذين قالوا إنّ ذلك النقاش يحرض على الإباحية والفساد وانتقدت «المتشددون الذين يعارضون الإجهاض بمبرر صون حياة الجنين، وهم أكثر المدافعين عن عقوبة الإعدام السالبة لحياة الإنسان».

وقالت إنّ النقاش حول الإجهاض يجب أن يخرج من الإطار الإيديولوجي، وأنّ ينطلق ممّا تنصّ عليه ميثاق منظمة الصحة العالمية، التي تحثّ على الحقّ في الصحة، والاتفاقيات الدوليّة المتعلقة بالقضاء على التمييز ضدّ المرأة في مجال الرعاية الصحيّة، وأنّ معارضة الإجهاض لا تقتصر فقط على الدّول الإسلاميّة، بل هناك دولٌ مسيحية تحرمه، مثل شيلي وإيرلندا، وهناك، في المقابل، دول إسلامية تبيحه، كتونس وتركيا، إذا «ليس هناك نصّ ديني يحرم الإجهاض».

ورفضت الوزيرة السابقة نزهة الصقلّي، الاكتفاء بالسماح بالإجهاض في حالات الاغتصاب وزنا المحارم، كما يدعو إلى ذلك بعض «الإسلاميين المعتدلين» بداعي أنّ عدد حالات الإجهاض الناجمة عن الاغتصاب وزنا المحارم لا تمثّل سوى نسبة مئوية قليلة من مجموع الحالات، بينما تصلّ نسبة حالات الإجهاض التي يكون سببها الوعد بالزواج أو التهديد إلى أكثر من 60 في المئة وقالت «مشكلة الإجهاض تعاني منها بالأساس النساء الفقيرات، اللواتي يعملن في وسط مُحرض على الحمل».

وانتقدت استنثار الرجال بمناقشة موضوع الإجهاض «الذي يهّم النساء» لان «الإجهاض لا يجب أن يناقشه الرجال وحدهم، حيث ان النساء هن من يدفعن الثمن وليس معقولا أن تكون السلطة السياسية وحتى السلطة الطبية بيد الذكور»، وعلى الرغم من أنّ الفصل 453 من القانون الجنائي ينصّ على أنّ للمرأة الحقّ في الإجهاض إذا كان حملها يشكلّ خطرا على حياتها، بشرط الحصول على موافقة زوجها، وفي هذا الفصل تمييز بين المرأة المتزوجة والمرأة غير المتزوجة.

وأكد الفقيه المقاصدي أحمد الريسوني، أن في الشرع متسع أكبر مما يوفره القانون الجنائي الحالي بخصوص قضية الإجهاض، موضحا أن القانون الجنائي متشدد جدا وفيه أمور مسكوت عنها.

وقال نائب رئيس الإتحاد العالمي لعلماء المسلمين حول النقاش الدائر بشأن إصلاح أحكام الإجهاض في القانون الجنائي «أنا مع مراجعة هذا القانون وتوسيعه وتقنينه في حدود أحكام الشريعة وأن المطلوب والمقصود ألا يكون الغلو الذي يتجلى في فتح أبواب الزنا فقط» مشيرا إلى أن هناك «إجهاضيين» هدفهم أن يفسحوا حرية الجنس وحرية الجسد، ورفع التعقيدات التي تضيق على هذه الحرية ولو بقتل الأجنة.

وشدد الريسوني على أن ما فيه مصلحة في حالات الإجهاض يدرس، داعيا لأن يكون تعديل القانون الجنائي بما يحفظ المصلحة ويدرسه العقلاء والخبراء. وأكد أنه مع مراجعة القانون وتنميته وتوسيعه حفاظا على مقاصد الشريعة.

وقال: «أرى أن الإجهاض يكون واجبا في حالات، ويكون جريمة في حالات، وله حالات أخرى تحتمل وتحتمل، أتترك النظر فيها للاجتهاد الفقهي والقانوني، أيا كان ترجيحه واختياره فيها، بناء على القاعدة الأصولية (لا إنكار في مسائل الاجتهاد). وكل شيء أسند إلى أهله من العلماء والخبراء والمختصين، فسيكون حتما متوازنا وفي حدود معقولة ومقبولة». وأضاف أنه مع المراجعة القانونية-العلمية العقلانية- لأحكام الإجهاض في القانون الجنائي المغربي.

وقال مدير دار الحديث الحسنيّة أحمد الخليلي ان النقاش حول الإجهاض يجب أن يُبنى على حقوق الطفل وهويته لأنّ موضوع الإجهاض «ليس مشكلا قانونيا فحسب، بل هو مشكل اجتماعي يتطوّر بتطوّر ملبسات الحياة الاجتماعية».



وهو يرى إنّه لا بدّ أن يكون هناك اختلاف في تفسير القرآن، حول ما هي النفس، وأضاف «غير أنّ الحياة في العصور السابقة كانت مختلفة، فالفقهاء آنذاك كانوا يتحدثون عن الإجهاض في إطار العلاقات الزوجية، ولم تكن هناك حالات الأمهات العازبات على نحو ما هو موجود اليوم، وإن كان هناك زنا، ولكن طبيعة الحياة الاجتماعية وقتذاك كانت تغطّي على هذا الجانب».

وانتقد الخليلي حرمان الأطفال المولودين خارج إطار المؤسسة الزوجية من حقّ النسب وقال «نحن نعتبر بالجنين وهو في طور التكوين، ولكن عندما يُولد مُحمّله، كيف نُحمّله؟ لأننا نقول إنّه لا يُنسب لأبيه، وهذا ظلم كبير». وأضاف أنّ أغلب الفقهاء يقولون بذلك، «لكنّ هناك في المقابل رأي يقول العكس، ومن ذلك ما نُسب إلى الخليفة علي بن أبي طالب وعمر بن الخطاب».

ودعا الخليلي إلى معالجة موضوع الإجهاض من زاوية شمولية، وركز أكثر على الجانب القانوني والاجتماعي وقال إنّ أيّ موقفٍ يجب أن يُبنى على دراسة متفحّصة للواقع، مشدداً على أنّ البداية يجب أن تنطلق من التركيز على الوقاية، «لماذا تحمل هؤلاء النساء خارج مؤسسة الزواج، لأنهنّ، في مجملهنّ، غير واعيات وغير متعلّقات، وعدم التعلّم يستتبع وضعاً آخر، وهو الوضع الاقتصادي، لذلك فالوضع الاقتصادي والتعليم من الأهمية بمكان أن نُعني به».

* المصدر: القدس العربي.



لوموند: لماذا يدعم (أمير المؤمنين) محمد السادس قانون الإجهاض؟

آذار/مارس 22, 2015 كتبه وطن الدبور

من خلال استدعاء وزيرين (وزير العدالة والشؤون الإسلامية) ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان لـ "أمرهم" بسنّ القانون الجديد حول الإجهاض، أظهر محمد السادس وظيفته كحاكم فوق المؤسسات السياسية، وطمان الملك أيضًا الشقّ الحداثي في المجتمع وهذا بدوره يعزز دوره الآخر: الحصن في مواجهة الإسلاميين. هل هذه مفارقة للعاهل الذي يدعى لقب أمير المؤمنين؟ ليس كثيرًا.

يوم 16 مارس في نهاية المسائل وعند نهاية النقاش العامّ حول الإجهاض السري، أعلن القصر الملكي عن اجتماع بين الملك محمد السادس ووزير العدل والحريات مصطفى رميد، والشؤون الإسلامية والأوقاف أحمد توفيق. واستقبل الملك في وقت آخر رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان إدريس الزيامي. وأمر محمد السادس الثلاثة بـ "التشاور" مع العلماء قبل أن يقدّموا "مقترحات [لقانون الإجهاض] إلى جلالته الملك في أجل أقصاه شهر".

وظهور الملك في هذه القضية الاجتماعية التي تقسم الرأي العام ليس مفاجئًا؛ إذ لديه سابقة مهمة حول قضية المرأة، إذ عندما سحبت الحكومة الاشتراكية بقيادة عبد الرحمن البوسفي في 2000 خطة الإصلاحات حول قضية المرأة التي شجّبتها الإسلاميون، ماطل محمد السادس.

المهارة السياسية الدينية للملك

في أبريل 2001، عين الملك محمد بوسنة عن حزب الاستقلال المحافظ على رأس اللجنة المكلفة بإجراء مشاورات واسعة، وأدت العملية بعد ثلاث سنوات إلى تطبيق قانون الأسرة الجديدة، وهذه المدونة [قانون الأسرة] لا تزال الإنجاز الأكبر للسنوات الأولى من حكم الملك محمد السادس: إلغاء الوصاية الأبوية من أجل زواج الفتيات الراشداً، ورفع السنّ القانوني للزواج إلى 18 عامًا بالنسبة للجنسين، وإلغاء الطلاق من طرف واحد، وتأطير القضاة للأسرة متعدّدة الزوجات.

ولكن بقي الكثير لفعله، فإن هذا الإصلاح الاجتماعي كان بمثابة الاختبار وخاصة بسبب المعارضة القوية للأحزاب والتنظيمات الإسلامية التي احتواها الملك مع جرعة جيّدة من النفعية السياسية، وأدخلت هجمات 16 مايو 2003 (التي خلّفت 45 قتيلًا في الدار البيضاء في 5 هجمات انتحارية منسقة) المغرب في قائمة الدول المتضرّرة من إرهاب القاعدة، وكان الإسلاميون آنذاك في موقف دفاعي بما في ذلك أعضاء حزب العدالة والتنمية بزعمامة عبد الإله بنكيران رئيس الحكومة الحالي. واضطر الشقّ الأكثر تعصّبًا من الإسلاميين إلى مراجعة خطابهم الديني المتطرّف.

وفي أكتوبر 2003، قدّم الملك بنفسه مشروع إصلاح المدوّنة لنوّاب الأمة، وخلال الخطاب التقليدي لافتتاح دورة الخريف لغرفتي البرلمان أكّد محمد السادس: "المدونة ملك لجميع المغاربة. نحن لا نشرع لهذه الفئة على حساب فئة أخرى، ونحن نجسّد الإرادة الجماعية للأمة التي نعتبرها عائلتنا الكبيرة".

وتصديقًا على دوره كأمر للمؤمنين، يستأثر محمد السادس على الجدل اللاهوتي من خلال الاقتصار على إحالة الإجراءات ذات الطابع المدني في القانون إلى النّواب: "رأينا أنّ من الضروري والمناسب أن يحال للمرّة الأولى للبرلمان مشروع قانون الأسرة فيما يتعلّق بالالتزامات المدنية الواردة فيه، شريطة أن أحكام دينه تقع ضمن الاختصاص الحصري للأمير المؤمنين". وصرّح محمد السادس للنّواب: "بصفتنا أمير المؤمنين، سنحكم على عملكم على هذا الموضوع، بناءً على الأحكام الإلهية". "راجعوا هذه الأحكام المتعلّقة بالمسألة، وإذا ما تمّ اتّخاذ القرار، توكّلوا على الله".

إجماع ظاهري

تمّ تمرير القانون بالإجماع. وبالنظر إلى سياق ما بعد الهجمات، اختار إسلاميو حزب العدالة والتنمية عدم الإفصاح عن تحفظاتهم، وأكّدوا أنّ هذا الإصلاح يحترم رسميًا الأحكام الدينية. ولكن، الإجماع ظاهري فقط ولئن اعتبرت الجمعيات النسوية وجزء كبير من المجتمع المدني الحداثي أنّ المدوّنة الحالية أساس غير كامل، فإنّ الإسلاميين يعتبرون أن توقيت اعتماده ومحتواه استثنائي، ويشكّلان الحدّ الأقصى المقبول.

<https://www.watan.com/reports/5212-%D9%84%D9%88%D9%85%D9%88%D9%86%D8%AF-%D9%84%D9%85%D8%A7%D8%B0%D8%A7-%D9%8A%D8%AF%D8%B9%D9%85-%D8%A3%D9%85%D9%8A%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A4%D9%85%D9%86%D9%8A%D9%86-%D9%85%D8%AD%D9%85%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%A7%D8%AF%D8%B3-%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%AC%D9%87%D8%A7%D8%B6%D8%9F.html>



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
Conseil national des droits de l'Homme



وفيما يتعلّق بالإجهاض، لازال الإسلاميون حذرين والتدخل الملكي متوقّع بالتأكيد. وداخل حزب العدالة والتنمية، يدافع الدكتور سعد الدين العثماني فقط عن التحرير النسبي والإجهاض؛ إذ إنّ هذا الطبيب النفسي الذي شغل منصب الأمين العام لحزب العدالة والتنمية منذ 2004 و2008، تبنّى موقفًا أقلّيًا داخل حزبه، ولكن يسمح موقفه لحزب العدالة والتنمية بتجنّب أن يوصم كالبطلة القبيحة في الطبقة السياسية المغربية وفي الواقع، لا يحتكر الإسلاميون المحافظة.

ومن ناحية أخرى، التحالف الموضوعي بين الحدائين والقصر معقّد أيضًا. على القضايا السياسية والديمقراطية، تناضل أقلية نشطة من اليسار والمجتمع المدني من أجل المزيد من البرلمانية وألا يحكم الملك -دون أن يقولوا ذلك-، ولكن في مواجهة تآكل الأصوات، بدوا مرتاحين لرؤية محمد السادس يستغلّ رأس ماله الرمزي لإحراز تقدّم فيما يتعلّق بالقضايا الاجتماعية. ويظهر بذلك كصاحب اليد الماهرة في اللعبة السياسية، وفي غضون سنوات قليلة، شهد المغرب تحوّلًا في المفاهيم من "الاستبداد المستنير" إلى "الملكية التنفيذية"، فهل سيشهد قريبًا "الملك النسوي"؟

منظمة الشباب الاشتراكي الأوروبي في زيارة عمل للمغرب بدعوة من شبيبة الاتحاد الاشتراكي

مراسلة : محمد مريوت

15 ساعات 41 دقيقة مضت

استقبلت الشبيبة الاتحادية بحر هذا الأسبوع، وفدا عن منظمة الشباب الاشتراكي الأوروبي،

مثلا بكل من الكاتب العام لمنظمة الشباب الاشتراكي الأوروبي ل YES طوماس مايس و السيدة لوسي SUSOVA ورئيس الاتحاد الدولي للشباب الاشتراكي IUSY، وذلك في إطار زيارة عمل تقوم بها هذه الأخيرة للمغرب.

ولقد شمل برنامج هذه الزيارة، اجتماع بمقر البرلمان، مع كل من البرلمانين الشباب عن الاتحاد الإشتراكي، و يوم دراسي بمقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ثم لقاء مع القطاع الطلابي الاتحادي بالقيظرة، وكذلك اجتماع مع المكتب الوطني للشبيبة الاتحادية، و مع الكاتب الأول الحزب الأستاذ ادريس لشكر رفقة بعض أعضاء المكتب السياسي، ليختتم اليوم الأول بجفل عشاء نظمته الكاتب الأول للحزب على شرف الضيوف.

وفي اليوم الثاني للزيارة، عقد وفد منظمة الشباب الاشتراكي الأوروبي، اجتماع مع الكتابة الوطنية للمنظمة الاشتراكية للنساء الاتحاديات، تلاه لقاء عمل مع مناضلي الشبيبة الاتحادية في مدينة المحمدية و اللذين قامو بحملة محلية من أجل التسجيل في اللوائح الانتخابية.

وفي تصريح لجريدة سطات بريس، أكد أنس بن الدرقاوي، عضو المكتب الوطني للشبيبة الاتحادية، أن هذه الزيارة التي كانت بدعوة من الشبيبة الاتحادية، تدخل في إطار الدور الذي تلعبه هذه الأخيرة فيما يتعلق بالدبلوماسية الموازية، خدمة أولا للقضية الوطنية من خلال حشد مزيد من الدعم لقضيتنا العادلة، وايضا لتبادل و تقرب وجهات النظر حول مختلف القضايا الدولية و الإقليمية ذات الاهتمام المشترك، وأيضا تماشيا مع الجهود الكبيرة التي يقوم بها الحزب في ملف العلاقات الخارجية، و التي كان اخرها عقد اجتماع لجنة العلاقات الخارجية للحزب مع المكتب الوطني للشبيبة الاتحادية و الكتابة الوطنية للمنظمة الاشتراكية للنساء الاتحاديات، حول مستجدات القضية الوطنية في أفق اجتماع مجلس الأمن (ابريل 2015) ومبادرات الحزب في هذا الصدد.

و يضيف عضو المكتب الوطني، أن هذه الزيارة نظمت أيضا من أجل اطلاع منظمة الشباب الاشتراكي الأوروبي على تجربة الشبيبة الاتحادية و الوقوف على مختلف الأوراش والبرامج التي تشتغل عليها منظمنا وكذا تبادل التجارب والخبرات بين المنظمين .

Avortement clandestin : Arbitrage royal

Publié le 22 Mars 2015

Alors que le débat au sujet de l'avortement clandestin est au centre de l'actualité au Maroc, voilà que le Roi s'implique en personne. Lundi 16 mars, SM Mohammed VI a reçu en audience le ministre de la Justice et des Libertés, Mustapha Ramid, le ministre des Habous et des Affaires islamiques, Ahmed Toufiq et Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

Lors de cette audience, le Souverain a donné ses Hautes orientations pour l'élaboration, en concertation avec les parties concernées, d'un texte de loi sur la problématique de l'avortement clandestin qui prenne en compte à fois les développements en cours dans ce domaine et les préceptes de la Charia. Les instructions d'Amir Al Mouminine se sont axées sur l'«ijtihad», un effort de réflexion que doivent mener les parties concernées pour parvenir à l'élaboration d'un texte de loi qui préserve les valeurs des Marocains, leur religion et leur vie. Un communiqué du cabinet royal souligne: «Ces audiences s'inscrivent dans le cadre de l'interaction royale permanente avec les préoccupations des citoyens et des différents acteurs nationaux au sujet des questions sociétales de l'heure». Les 3 responsables ont un mois pour présenter les différents avis, avant que le Roi n'émette lui-même son arbitrage.

<http://www.lereporter.ma/politique/breves-actualite/5008-avortement-clandestin-arbitrage-royal>

Autorité pour la parité : Le projet de loi tant attendu approuvé par le gouvernement

Maintenant, la question est de savoir si les prérogatives de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discriminations seront à la hauteur des attentes des femmes./DRAutorité pour la parité : Le projet de loi tant attendu approuvé par le gouvernement

Dernière mise à jour le 20/03/2015 à 12:15

Tant attendu par les associations féminines, le projet de loi relatif à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination a été approuvé jeudi par le conseil du gouvernement. Il reste à déterminer les prérogatives et les modalités de fonctionnement de cette instance.

Le conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence d'Abdelilah Benkirane, a adopté le projet de loi n° 79-14 relatif à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

A dessein, une commission interministérielle sera mise en place. Elle sera chargée d'examiner et d'intégrer les modifications et observations présentées dans projet initial en conformité avec les « principes de Paris » régissant les institutions nationales chargées de la promotion et la protection des droits de l'Homme, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement Mustapha El Khalfi.

Ce projet de loi, présenté par la ministre de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social, Bassima Hakkaoui, a été élaboré selon une approche participative avec la contribution des différentes composantes et organisations nationales, a précisé M. El Khalfi. Et d'ajouter que le comité scientifique a reçu plus de 80 mémorandums de la part des instances nationales, des associations et acteurs de la société civile, des organisations professionnelles, des partis politiques...

Le projet de loi, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des dispositions de la Constitution relatives à la question de l'égalité de genre, a pour objectif de déterminer les prérogatives et les modalités de fonctionnement de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Ce texte constitue un pas dans la mise en oeuvre des dispositions de la Constitution, dicit Mustapha El Khalfi. Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement note que cette instance aura pour mission de veiller au respect des droits et libertés relevant de son champ d'intervention et de prendre des initiatives visant à promouvoir l'égalité, la parité et la non-discrimination.

Il y a trois ans, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) avait recommandé l'indépendance et l'autonomie financière et de gestion de l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discriminations. Pour le CNDH, il ne faut pas que cette instance soit sous tutelle du gouvernement, afin de renforcer sa légitimité et sa crédibilité.

Le projet de loi sur l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discriminations avait suscité la colère du mouvement féminin au Maroc, qui n'a pas manqué de dénoncer le retard dans son approbation. Maintenant, c'est chose faite, il reste à savoir si cette instance répond aux attentes des femmes.

http://www.aufait.ma/2015/03/20/autorite-pour-la-parite-le-projet-de-loi-tant-attendu-approuve-par-le-gouvernement_639234